

FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

MODELE DE DOCUMENT DE PROJET



DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Pays : République Démocratique du Congo	
TITRE DU PROJET : Soutenir la mise en œuvre du PDDRCs dans la province du Tanganyika pour appuyer une coexistence pacifique entre les ex-combattants et les communautés Twa et Bantou	
NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) :	
Modalité de financement du PBF : <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust Fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires) : <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional Nom du fonds d'affectation spéciale :
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG, etc.) : <ul style="list-style-type: none">• Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)• Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)• Organisation Internationale du Travail (OIT)	
Liste des partenaires d'exécution supplémentaires, gouvernementaux et non gouvernementaux spécifiez le type d'organisation (gouvernement, ONGI, OSC locale) :	
1) OSC Locales: <ul style="list-style-type: none">• Association des Volontaires pour la Dignité Humaine (AVDH)• Centre d'Information et de Formation aux Droits de l'Homme (CIFDH)• Sécurité des Femmes et des Filles au Katanga (SAFEKA)• Association des Femmes pour la Promotion et la Sensibilisation (APEF)• Actions et Interventions pour le Développement et l'Encadrement Social (AIDES)• Association des Mamans Uzima de Kalemie (AMUKA)• Voix des Minorités (VMI)• Réseau des peuples autochtones Twa (REPALEF)• Association de Développement, Lutte contre la Pauvreté et pour la Défense des droits de la Femme (ADPF)• Réseau des Médias pour le Développement (REMEDI)• Jeunesse pour la Solidarité et le Développement dans les Grands Lacs (JSD Grands-Lacs)• Le Réseau des journalistes amis de l'enfant (RJAE)• ONG KISALU (Organisation Non Gouvernementale KISALU)• Association des Volontaires pour la Récupération des Enfants Orphelins (AVREO)• Caritas développement Kalemie Kirungu• Girls Community- GC	
2) Gouvernement <ul style="list-style-type: none">• Coordination PDDRC-S/au niveau national et provincial• Ministère du Budget, Plan et Petites Et Moyennes Entreprises,	

<ul style="list-style-type: none"> • Division Provincial du Budget, Plan et Petites et Moyennes Entreprises du Tanganyika Du Ministère et Inspection de L'agriculture, Pêche et Elevage et les divisions provinciales correspondantes, • Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale • Branche technique du Ministère des Affaires Sociales-Direction des Interventions Sociales pour la Protection de l'Enfant (DISPE) • Institut National De Préparation Professionnel Tanganyika (INPP) • Office National de l'Emploi (ONEM) 		
3) Partenaires sociaux <ul style="list-style-type: none"> • Fédération des Entreprises du Congo (FEC) • Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (COPEMECO) • Intersyndicale nationale du Congo • Fédération Nationale des Artisanats, Petites et Moyennes Entreprises du Congo (FENAPEC) • Association des Entreprises du Portefeuille (ANEP) 		
Durée du projet en mois^{1 2}: 24 MOIS Zones géographiques (à l'intérieur du pays) de mise en œuvre du projet : La province du Tanganyika, territoires de Kalemie et Nyunzu.		
Le projet relève-t-il d'une ou plusieurs des fenêtres de priorité PBF spécifiques ci-dessous : <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de l'égalité des sexes <input type="checkbox"/> Initiative de promotion des jeunes <input checked="" type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional		
^[1] Cochez cette case uniquement si le projet a été approuvé dans le cadre de l'appel à propositions spécial du PBF, l'Initiative de promotion de l'égalité des genres (GPI). ^[2] Cochez cette case uniquement si le projet a été approuvé dans le cadre de l'appel à propositions spécial du PBF, l'Initiative de promotion de la jeunesse (YPI).		
Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) : UNICEF : \$ 800 000 FAO: \$ 600 000 OIT: \$ 600 000 Total PBF : \$ 2,000,000 <i>*Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.</i>		
PBF 1^{ère} tranche (70%) : UNICEF : \$ 560 000 FAO : \$ 420 000 OIT : \$ 420 000 Total : \$ 1 400 000	PBF 2^{ème} tranche* (30%) : UNICEF : \$ 240 000 FAO : \$ 180 000 OIT : \$ 180 000 Total : \$ 600 000	PBF 3^{ème} tranche* (_%) : XXXX : \$ 0 XXXX : \$ 0 XXXX : \$ 0 Total : \$ 0
Fournir une brève description du projet (décrire le principal objectif du projet ; ne pas énumérer les résultats et les extrants) : Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de transition du Tanganyika, visant la démobilisation et la réintégration dans leurs communautés des ex-combattants et du maintien des réseaux locaux de protection		

¹ La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

² Le commencement officiel du projet est la date du premier transfert du budget du projet de la part de MPTFO aux() entité(s) récipiendaire(s), comme indiqué sur la page du MPTFO Gateway.

après le départ de la MONUSCO. Son ambition est de traiter de manière durable les causes structurelles des conflits liés à la réintégration sociale et économique des ex-combattants, femmes et hommes, filles et garçons, au sein des communautés hôtes. Cette initiative permettra d'améliorer l'accès durable à des opportunités sociales et économiques pérennes favorisant la paix pour les anciens membres des groupes armés démobilisés, ainsi que pour les membres des communautés hôtes. L'aspect communautaire dans ce contexte a trait au fait de vivre ensemble et l'acceptation mutuelle entre les membres des communautés dans le but de se sentir appartenir à une communauté, à une organisation, une structure au niveau des villages. L'aspect social dans le cadre de ce projet, c'est l'acceptation mutuelle de toutes les catégories de personnes vivant dans la communauté dans le but d'éviter la marginalisation d'une catégorie (ex-combattants, hommes, femmes, jeunes, twa, bantous, personnes vivant avec handicap, communautés hôtes...). Pour ce faire, le projet adoptera une approche participative et intégrée, reliant l'aspect social et communautaire pour renforcer le sentiment d'appartenance des différents membres de la communauté et favoriser l'acceptation mutuelle de toutes les catégories de personnes, susmentionnées. Cela se fera à travers des initiatives de création d'opportunités économiques inclusives et d'emplois, décents, durables, et porteuses de paix.

Pour renforcer la participation des ex-combattants (y compris les jeunes filles et garçons de 15 ans et plus) et des communautés hôtes (constituées de twa et des bantous et visant particulièrement les jeunes et les femmes), des consultations avec les équipes du PDDRCS seront menées pour identifier les besoins et les aspirations socio-économiques du groupe cible, afin de créer un système durable de création d'emplois inclusifs adaptés à leurs besoins. Notamment par l'opérationnalisation d'infrastructures communautaires socio-économiques telles que les chèvres et clapiers communautaires, les abris pour unités de transformation. Un cadre de formation professionnelle et d'apprentissage civique sera soutenu pour contribuer au changement de comportement et au renforcement des espaces de dialogue intercommunautaires et intergénérationnels, favorisant ainsi la confiance mutuelle.

Ce projet établira une collaboration entre les ex-combattants et les populations hôtes pour promouvoir la cohabitation pacifique et la cohésion sociale, réduisant ainsi les difficultés liées à la réintégration socio-économique des ex-combattants et lutter contre les discriminations, les frustrations et les inégalités, y compris celles basées sur le genre et l'identité. L'approche intégrée couvrira divers secteurs de création d'emplois inclusifs et décents, offrant les mêmes opportunités économiques aux ex-combattants et aux communautés hôtes, en fonction de leurs besoins et des opportunités disponibles.

Afin d'assurer l'intégration d'une approche transformatrice de genre qui tient compte des dynamiques de pouvoir hommes-femmes et des barrières de genre, les besoins, contributions et attentes spécifiques à la jeunesse, notamment celles et ceux qui sont marginalisés au sein des communautés, (comme les twas, les personnes avec un handicap, les enfants) seront pris en compte. Un accent spécial sera mis sur la participation et le leadership des femmes et des filles, à travers leur implication active et celle de leurs organisations tout au long du projet, mais aussi en leur offrant des opportunités économiques non-traditionnelles pour les femmes dans des filières prometteuses.

L'approche par territoire renforcera l'impact du projet en adaptant la formation et les opportunités économiques aux contextes socio-économiques, aux besoins et aux aspirations des bénéficiaires, en prenant en compte le sexe et l'âge. Cela facilitera également la création d'emplois durables et d'opportunités économiques, y compris les infrastructures socio-économiques, pour avoir un impact plus significatif. Il sera mis en œuvre dans le territoire de Nyunzu, zone pilote pour l'implémentation de l'approche Nexus mais également zone prioritaire dans le cadre du plan de transition lié au retrait de la MONUSCO.

L'approche *bottom-up* permettra d'impliquer les communautés hôtes à travers les consultations en amont et dans la sélection des bénéficiaires de la communauté, non ex-combattants. Cette approche permettra également aux bénéficiaires d'utiliser les mécanismes de redevabilité et les mécanismes communautaires et de renforcer les

discussions pour mettre en place un dialogue plus constructif et inclusif aux seins des structures communautaires (à l'instar des clubs Dimitra, villages Amani et autres mécanismes).

Résumez le processus de consultation du projet dans le pays avant la soumission au PBSO, y compris avec le Comité de pilotage du PBF, la société civile (y compris les organisations de femmes et de jeunes) et les communautés de parties prenantes (y compris les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés) :

Les consultations initiales auprès des structures nationales et provinciales du PDDRCs et des sections de l'appui à la stabilisation et au PDDRCs de la MONUSCO, ont permis dès les premières étapes, de prendre en compte les aspirations des communautés et les recommandations des partenaires.

Suite à la validation de la note conceptuelle par le PBSO, l'élaboration du présent document de projet a constitué un processus de conception participatif au niveau national et provincial, avec les différentes parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de l'intervention en faveur des ex-combattants et des Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés (EAFGA), les structures étatiques (PDDRCs, Ministère et Secrétariat de tutelle, bénéficiaires, partenaires de mise en œuvre, autres acteurs et ONG travaillant dans la zone. C'est à travers ces échanges que le document de projet a été développé et que les aires d'interventions prioritaires pour le PDDRCs ont été sélectionnées: Kalemie et Nyunzu

- Kalemie où le PDDRCs a mis en place ces bureaux après le départ de la MONUSCO et pourra assurer un suivi rapproché
- Nyunzu pour bénéficier de l'effet catalytique des initiatives PBF 1 et 2 et d'autres projets de cohabitation pacifique déjà en cours notamment la mise en place des structures communautaires et des espaces des dialogues.

Participeront au comité de pilotage du projet :

- Coordination PDDRC-S/au niveau national et provincial
- Secrétariat PBF
- Ministère du Budget, Plan et Petites Et Moyennes Entreprises,
- Division Provincial du Budget, Plan et Petites et Moyennes Entreprises du Tanganyika Du Ministère et Inspection de L'agriculture, Pêche et Elevage et les divisions provinciales correspondantes,
- Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale
- Branche technique du Ministère des Affaires Sociales-Direction des Interventions Sociales pour la Protection de l'Enfant (DISPE)
- Institut National De Préparation Professionnel Tanganyika (INPP)
- Office National de l'Emploi (ONEM)

Il est également envisagé à l'entame du projet d'organiser un atelier avec le PDDRCs à Kinshasa avec une participation élargie aux acteurs provinciaux pour s'assurer d'une participation active à tous les niveaux. Afin de garantir une appropriation du projet une bonne politique d'implication des autorités provinciales sera mise en place, une pérennité des réunions et des consultations tout au long de la mise en œuvre, un partage des informations dans l'évolution du processus, accompagné d'un suivi trimestriel et semestriel du comité technique de pilotage sera maintenue tout au long de la mise en œuvre du projet.

Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes : 2

26.11% du budget total soit US \$522,238 seront alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes.

Le présent projet utilisera une approche entièrement fondée sur l'égalité des sexes et visera à promouvoir et renforcer l'autonomisation et le leadership des femmes et des filles, ainsi que l'engagement des hommes et garçons en faveur de l'égalité de genre.

Pour cela, l'analyse de la situation de base s'intéressera particulièrement aux évidences sexo-spécifiques sur l'impact de la problématique en fonction du sexe et de l'âge, ainsi que des contributions des hommes et des femmes. Également les dynamiques de pouvoir entrent les hommes et les femmes au sein des communautés et des foyers seront analysées et considérées lors de la mise en œuvre. Le projet consultera activement l'ensemble des bénéficiaires, notamment les femmes et des jeunes tout au long de la planification et mise en œuvre, collectera et analysera des données ventilées par sexe sur la base des indicateurs sexo-spécifiques afin de mieux évaluer son impact sur les femmes, les hommes, les garçons et les filles.

Une attention particulière sera aussi portée sur les ex-combattantes ou survivantes/victimes (femmes, filles), notamment leurs besoins spécifiques, mais aussi leurs intérêts et potentiels afin de promouvoir leur leadership. C'est ainsi que les divers types de violences, notamment les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) causés par les groupes armés seront au centre de l'approche d'intervention.

En se basant sur les mécanismes de justice transitionnelle (surtout la justice restaurative et les initiatives de réparation des victimes), le projet soutiendra les initiatives de justice transitionnelle adaptée et en lien aux VSBG afin que les mécanismes communautaires des résolutions des conflits puissent être renforcés et contribuer à la paix durable entre communautés.

L'appui aux activités socio-économiques majeures, à l'emploi et à la création des micro-entreprises prendra en compte les besoins et attentes spécifiques des femmes/filles, hommes/garçons pour l'atteinte des résultats escomptés. En termes d'autonomisation des femmes et filles, un accompagnement adapté et inclusif sera proposé aux femmes et filles, particulièrement celles sorties de groupes armés incluant un fort volet leadership et des métiers non traditionnels, afin de ne plus perpétuer les stéréotypes de genre où les femmes sont très souvent orientées vers les métiers du soin et du service, très peu valorisés et rémunérés.

Le renforcement du leadership des femmes et des filles dans les processus décisionnels sera un axe central du projet. Cela afin de créer un dialogue inclusif et un environnement favorable où la voix des femmes et filles sera entendue et leurs avis considérés. Pour cela, l'accent sera mis sur le renforcement des capacités des femmes et filles, mais aussi la promotion de l'engagement et sensibilisation des acteurs autour du leadership féminin et de la lutte contre les VBG, notamment les hommes et les garçons, les leaders locaux.

Les activités planifiées vont contribuer à construire un cadre de prévention et de réponse adéquate, approprié et holistique aux VSBG à l'égard des filles, les garçons et les femmes, y compris la lutte contre le mariage d'enfant. Enfin, l'accès aux services sociaux de base tiendra compte de la dimension genre, notamment des besoins spécifiques, mais aussi des barrières genre empêchant l'accès à des services adaptés et de qualité.

Degré de risque du projet³ : 1

Une analyse approfondie des risques spécifiques liées à ce projet a été faite et 07 risques ont été identifiés dont 1 faible, 5 moyens et 1 élevé (cf. page 26-27). Il s'agit pour la plupart des risques liés aux comportements des acteurs et parties prenantes y compris les non bénéficiaires. Des stratégies d'atténuation sont proposées et seront mises en place pour aider à l'atteinte des résultats escomptés avec le respect du principe de « *Do no harm* ». Dans cette optique de « *Do no harm* », une attention soutenue sera accordée lors de la réintégration socio-économiques des ex-combattants, avec accent particulier sur les femmes ex-combattantes.

En plus des stratégies d'atténuation des risques identifiées, ce projet va encourager les efforts à être menés pour renforcer les capacités des communautés à résoudre de manière pacifique et durable des conflits intra- et intercommunautaires, coutumiers et fonciers, ainsi que pour lutter efficacement contre l'impunité des crimes de droit international et pour favoriser le développement économique durable de la province du Tanganyika. Le projet va également impliquer les autorités locales, les organisations de jeunes, les organisations féminines dans le ciblage de bénéficiaires pour assurer une implication et un engagement de tous dans le projet. Toutes les parties seront impliquées pour éviter de laisser pour compte une certaine catégorie de personnes.

³ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats

1 = risque moyen pour la réalisation des résultats

2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement)⁴ : 1.3 DDR

Le cas échéant, le résultat du Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) 2020-2024 auquel le projet contribue :

- Axe 1 "Consolidation de la paix, respect des droits de l'homme, protection des civils, cohésion sociale et démocratie",
- Axe 2 "Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection et gestion durable des ressources naturelles" et de
- Axe 3 "Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire"

Objectifs et cibles de développement durable auxquels le projet contribue : **ODD 2, ODD4 ODD 8, ODD 10 et ODD16** ainsi que l'effet 2.2 UNSDCF 2025-2029 : D'ici 2029 les populations congolaises, notamment dans les zones en conflit et post-conflit dans la perspective du désengagement de la MONUSCO, vivent dans un environnement de sécurité améliorée, de paix durable, de justice plus efficace, de cohésion sociale et sont mieux protégées contre toutes les formes de violence (armées et non armées) et plus résilientes face aux effets des conflits

Type de demande :

Nouveau projet : ☒

Révision de projet : ☐

Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :

Extension de la durée : ☐ Durée additionnelle du projet en mois :

Changement de résultat / sujet : ☐

Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget : ☐

Budget PBF supplémentaire : ☐ Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :










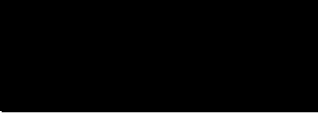
USD XXXXX

Brève justification de la révision :

NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODE RÉVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.

⁴ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique
(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits
(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux
(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ;
(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCE RECIPIENDAIRE⁵</p> <p>Nom : Grant Leaity</p> <p>Signature : </p> <p>Titre : Représentant Nom de l'agence : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)</p> <p>Date et visa : 17/06/2024</p> 	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Nom : Guylain NYEMBO MBWIZYA</p> <p>Signature : </p> <p>Titre : Vice-Premier Ministre, Ministre du Plan et de la coordination de l'Aide au développement</p> <p>Date et visa : 26 JUIN 2024</p>
<p>AGENCE RECIPIENDAIRE</p> <p>Nom : M. Aristide ONGONE OBAME</p> <p>Signature : </p> <p>Titre : Représentant Nom de l'agence : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</p> <p>Date et visa : 13/06/2024</p> 	<p>AGENCE RECIPIENDAIRE</p> <p>Nom : Soumano Nteba</p> <p>Signature : </p> <p>Titre : Directrice du Bureau Pays Nom de l'agence : Organisation Internationale du Travail (OIT)</p> <p>Date et visa : 13/06/2024</p> 
<p>Coordonnateur Résident</p> <p>Nom : Bruno Georges Lemarquis</p> <p>Signature : </p> <p>Titre : Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire General, Coordonnateur Résident et Coordonnateur Humanitaire</p> <p>Date et visa : 03/07/2024</p> 	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p>Elizabeth Spehar</p> <p>Signature : </p> <p>Sous-Secrétaire générale chargée du Bureau d'appui à la consolidation de la paix</p> <p>Date et visa : 18 July 2024</p>

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF

La République Démocratique du Congo est confrontée à des conflits armés et conflits ethniques (inter- et intra-communautaires) qui occasionnent des violations systémiques des droits humains, notamment les droits des femmes et des enfants y compris les personnes handicapées. Ces conflits sont plus localisés dans la partie est du pays et dans la province du Tanganyika. On dénombre plus de 120 groupes armés qui sèment la désolation et déclenchent des mouvements forcés de populations. En effet, afin de renforcer leur emprise sur le terrain et de mieux se pérenniser, ces groupes armés recrutent, bien souvent par la force, les habitants des milieux ruraux (hommes, femmes et enfants) dans le but de renforcer leurs effectifs. Cette insécurité pousse donc certaines communautés à se déplacer pour tenter de fuir ces groupes, leurs exactions et leurs recrutements forcés.

Depuis plus d'une décennie, la province du Tanganyika est secouée par une instabilité sociale et sécuritaire liée à la présence remarquable de ces groupes armés et opérant dans les provinces voisines et des milices tribales disséminés à travers ces différents territoires. Dans le Tanganyika qui, à ce jour, on dénombre plusieurs milices Twa et Bantou ainsi une dizaine de fractions de groupes d'auto-défense "*Mai-Mai*" actifs dans les six territoires dont plus de 10,000 combattants seraient en attente de démobilisation, et selon le Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation « P-DDRCS ». Les activités de ces groupes d'auto-défense causent la perte de vies humaines, des incendies des villages, des déplacements de population, des enlèvements, notamment des femmes bantoues, des cas de violence sexuelle liés à l'appartenance ethnique, des extorsions et exploitations des biens des communautés.

Le conflit intercommunautaire entre la majorité Bantou et la minorité Twa s'est intensifié depuis 2016. Le principal grief de la minorité Twa étant le sentiment de marginalisation subit historiquement et encore perçu aujourd'hui, dû à une combinaison d'accès limité aux ressources naturelles et socio-économiques, à une exclusion de la prise de décision locale et une discrimination systématique de la part des autorités locales et des Bantou. Dans la zone Nord de Kalemie et la zone Nord-Est de Nyunzu du Tanganyika, de nombreux combats entre différents groupes armés étaient signalés, notamment en raison de la présence de minerais et autres ressources naturelles.

Malheureusement les premières victimes de ces conflits et déplacements sont essentiellement les enfants, les femmes et les jeunes. Des milliers de jeunes garçons (plus de 18ans) et enfants/jeunes adolescents ont été enrôlés comme combattants dans les « milices » qu'entretenaient les deux communautés, pendant que les filles ont été « gardiennes » des fétiches, ou esclaves sexuelles. Bien que certains jeunes ne fassent plus partie des milices, car déjà (auto)démobilisés, cela reste un risque s'ils restent sans emploi ou sans occupation qui pourraient leur offrir une résilience économique et une meilleure estime de soi.

Tous ces cycles de violences ont entaché le tissu social et la cohésion intra- et intercommunautaire avec une très faible confiance des populations dans les autorités locales et dans les autres membres des communautés. Les jeunes femmes et hommes démobilisés font face à un chômage structurel qui enracine le sentiment de marginalisation et par conséquent les rendent vulnérables à une éventuelle radicalisation ou les exposent comme des proies à la manipulation politique et aux discours haineux. De plus, les jeunes Twa comme Bantou ont eu des possibilités limitées de pouvoir participer aux différents processus officiels de consolidation de la paix et cohabitation pacifique ou aux instances de décisions (en l'occurrence, les comités locaux de paix, comités villageois de paix, les institutions locales).

a) Conclusions principales de l'analyse des conflits

⁵ Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

Dans le but de prendre en compte la marginalisation des ex-combattants et combattantes, les consultations se sont déroulées en 2023 avec les équipes de la Coordination nationale et provinciale du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS), l'organe de l'Etat pour la prise en charge de réinsertion des ex-combattants ainsi que les représentants du ministère du plan au niveau national à Kinshasa et au niveau provincial dans la province du Tanganyika. Ces consultations ont été menées pour comprendre le niveau d'implication du P-DDRCS, du gouvernement central, ainsi que du gouvernement provincial sur les enjeux de la problématique de réinsertion socio-économiques des ex-combattantes et combattants démobilisés, les types d'interventions déjà effectués et ceux attendus, ainsi que les types de conflits entre les deux communautés twa et bantous et entre les ex-combattants et les communautés hôtes.

L'analyse des conflits dans la province du Tanganyika, précisément dans les territoires de Kalemie et Nyunzu, présente les éléments suivants comme causes de non-cohabitation pacifique et aussi comme freins dans l'opérationnalisation de la réintégration effective des ex-combattants au sein de leur communautés hôtes :

Marginalisation des groupes vulnérables

- ***Méfiance entre les communautés twa et bantou menant à une rupture de la paix par l'insécurité grandissante due à l'existence des groupes armés et milices ;***

Entre 2016 et 2017, la recrudescence des échauffourées et conflits intercommunautaires entre Twa et Bantou ont mis à mal la stabilité de cette province dans les territoires affectés (Kongolo, Nyunzu, Manono) et provoqué des déplacements massifs et cycliques des populations et créé des clivages au niveau des communautés, aggravant la vulnérabilité sociale et économique des populations touchées par ce conflit. Les Twa étant faiblement représentés dans les instances de décisions, ils estiment que les décisions ne sont pas en leur faveur. Ce qui occasionne un faible niveau de cohabitation pacifique et de cohésion sociale causée par une méfiance permanente entre twa et bantou. Chaque communauté s'organise pour créer des groupes d'auto-défenses pour se protéger et parfois s'attaquent à l'armée gouvernementale/régulière. La loi no 22/030 du 15 juillet 2022 portant sur la protection et promotion des droits des peuples autochtones pygmées (twa) n'est pas encore vulgarisée au niveau communautaire entraînant ainsi une méconnaissance des droits des uns et des autres.

- ***Accès inéquitable des communautés aux ressources naturelles foncières, forêt, eau***

Certains Twa interrogés affirment que les conflits sont la résultante de la discrimination sociale et ethnique dont ils sont victimes de la part de la communauté Bantou. C'est notamment l'accès limité aux services sociaux de base (santé-éducation-EHA-droits LTP) et aux ressources naturelles (utilisation de la terre, des ressources forestières, accès aux intrants agricoles et autres), le refus de mariage entre Twa et Bantou, la distinction des classes sociales qui ont été à l'origine de conflits intercommunautaires à Nyunzu en 2020 et qui ont aggravé les tensions entre les deux communautés et causés des déplacements massifs des populations. Force est de constater qu'en terme de gouvernance locale depuis la période coloniale et face au pouvoir coutumier, il y'a eu de faibles approches d'adoption de politique de protection pour lutter contre ces inégalités liées à l'accès à la terre et à la faible participation des femmes en général et celles sorties de groupes armés en particulier, au pouvoir politique local laissant ainsi place aux coutumes et traditions pour régler la société. Les Bantou qui sont postérieurement arrivés par rapport au peuple autochtone Twa, et qui se sont établis en cultivateurs et agriculteurs dans les villages, ont développé des structures sociales, politiques hiérarchisées, liées par des liens de l'ancêtre et des liens du nom, sur des vastes espaces de terre qu'ils occupent, et gèrent selon l'organisation politique et sociale traditionnellement imposée⁶.

⁶ <https://www.rescue.org/report/une-crise-silencieuse-au-congo-les-Bantou-et-les-Twa-au-tanganyika>

- ***Méfiance entre communautés hôtes et ex-combattants***

Dans ces zones de conflits et de retours pour certains, il y a un sentiment d'injustice et d'exclusion ressenti par les ex-combattants qui sont souvent stigmatisés et font l'objet de stéréotypes négatifs des membres des communautés hôtes. Ces derniers estiment que les ex-combattants ont un avantage lors des assistances humanitaires et activités génératrices de revenus dans le cadre de leur réintégration et réinsertion communautaire surtout les femmes et les filles ex-combattantes. Ce qui induit un faible niveau de cohabitation pacifique et de cohésion sociale. De même, l'absence ou l'insuffisance de soutien aux communautés d'accueil d'ex-combattants, qui sont déjà fragilisées par des années de conflit, peut créer des tensions entre les différentes communautés et favoriser ainsi la perpétuation de cycles de violence. En outre, le manque d'attention aux rancœurs, griefs et demandes de justice des communautés d'accueil risque d'aggraver les tensions intra- et intercommunautaires et ainsi devenir un facteur majeur de déstabilisation. Les efforts doivent être menés pour renforcer les capacités des communautés à résoudre de manière pacifique et durable des conflits intra- et intercommunautaires, coutumiers et fonciers, ainsi que pour lutter efficacement contre l'impunité des crimes de droit international et pour favoriser le développement économique durable de la province du Tanganyika.

Faible appui de l'état aux mécanismes de cohabitation pacifique et absence de l'autorité de l'Etat dans les territoires de Nyunzu et Kalemie ;

- ***Violations massives des droits humains - conflits intercommunautaires***

L'absence de l'autorité de l'Etat expose la population à des violations massives des droits humains par les différents groupes de prédateurs. La faible présence et/ou absence des forces de sécurité dans plusieurs agglomérations encourage la création de groupes armés qui imposent leurs lois en commettant des violations graves auprès des populations.

Ceci se manifeste par des incendies, pillages, vols, meurtres, crimes, pertes de biens et ainsi des mouvements de population. Les femmes et les filles, particulièrement celles sorties de groupes armés, qui sont souvent beaucoup plus exposées à ces défis ne réclament pas de manière ouverte leurs droits à la participation dans la prévention et la résolution des conflits ainsi que dans la gestion des ressources naturelles à cause des normes culturelles qui leurs sont imposées.

En effet, dans les deux communautés, la femme subit de manière transversale, diverses formes de discriminations et d'exclusion. A cause des coutumes qui excluent les femmes et les filles de l'héritage, il est difficile pour elles, par exemple, de devenir propriétaire de la terre qu'elles cultivent.

Même lorsqu'elles sont à la tête des communautés, les hommes de leur entourage cherchent généralement à leur faire de l'ombre, et ce qui peut engendrer un sentiment d'injustice et est à l'origine de certains conflits. Dans les carrières minières qui pullulent dans la province du Tanganyika, les femmes sont employées avec un salaire très bas alors qu'elles sont exposées à des produits toxiques qui non seulement détruisent l'environnement à leur insu mais nuisent également à leur santé. En plus, les filles/femmes ayant intégré les groupes armés sont exclues de leurs familles et ne bénéficient pas d'aucun accès à des opportunités ; ce qui aggrave leur situation sociale et économique.

- ***Violences basées sur le genre***

Les enfants et femmes sont souvent les principales victimes de recrutement et de violences sexuelles et basées sur le genre. Les cycles de violences ont largement détruit le tissu social et la cohésion intra- et intercommunautaire avec une très faible confiance des populations dans les autorités locales et dans les autres membres des communautés. Les femmes et les enfants (en particulier les filles) sont les principales victimes de ces affrontements.

intercommunautaires, qui conduisent à de nombreux déplacements forcés mais également des violences sexuelles. Les groupes armés utilisent le viol comme un butin et arme de guerre. Les femmes sont les cibles des groupes armés pour servir d'esclaves sexuelles, gardiennes des fétiches, tâches domestiques, etc.

Les femmes et les jeunes filles sont particulièrement vulnérables en raison de leurs difficultés d'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau...) surtout lorsqu'elles sont en situation de déplacements. Les femmes déplacées et retournées sont les plus affectées par les violences et la pauvreté. En effet, 60 % des femmes et filles contre 40 % d'hommes et garçons, dont la grande majorité sont des déplacés et retournés, furent victimes de violences physiques et sexuelles. Les mouvements de reddition spontanée observés au Tanganyika correspondent à une opportunité importante pour la consolidation de la paix ; mais sans réponse adéquate, ces besoins immenses peuvent devenir des facteurs additionnels de violence. L'insécurité et le taux de pauvreté élevé dans les zones de retour, la faible capacité de réponse en prise en charge médicale, la faible présence des structures de protection devant permettre d'améliorer les mesures de protection des femmes et des filles sont autant de facteurs de risques de violences sexuelles et basées sur le genre qui ont un impact sur la situation des femmes et des filles⁷.

Effectivité de l'opérationnalisation du relèvement communautaire et de la réintégration sociale des ex-combattants

- ***Le Programme de Démobilisation, Désarmement et Réintégration*** (phase I, phase II et phase III) des ex-combattants a permis, à travers plusieurs projets et programmes⁸, de préparer l'accueil des ex-combattants dans les centres d'hébergement de Kitona, Kamina et autres provinces, avec certaines préparations pour le retour à la vie civile et à la réintégration socio-économique de ces derniers. Plusieurs ex-combattants avaient regagné la vie civile, mais la question de leur relèvement et stabilisation restait toujours un besoin. Le DDR était axée sur les approches individuelles dans l'accompagnement des ex-combattants et ne tenait pas compte des causes structurelles inter ou intracommunautaires.
- ***Retard dans l'opérationnalisation du PDDRCS au Tanganyika***
Le processus du PDDRCS en République Démocratique du Congo se fonde sur l'ensemble des actions qui consistent à démobiliser et à désarmer les membres des groupes armés, à les accompagner à réintégrer la vie civile, à participer à la vie sociale, économique de leurs communautés et à proposer des alternatives économiques qui permettent aux jeunes, femmes et hommes de s'occuper afin d'éviter de s'orienter vers la violence exacerbée par le désespoir et le chômage qui pourraient freiner l'élan de la démobilisation volontaire des autres combattants des groupes armés et augmenter davantage les sentiments de rejet par la population. Ainsi, la réintégration socio-économique durable des ex-combattants tiendra compte des besoins et attentes spécifiques des femmes et hommes, filles et garçons ex-combattantes, ceci afin d'apporter un soutien adapté et durable. De plus, et comme indiqué par la stratégie nationale du P-DDRCS et reflétée dans le POP⁹, le DDR pour les enfants est capital pour la réussite des programmes DDR, le relèvement communautaire et la stabilisation ainsi que par la cohésion sociale. La structure de PDDRCS fonctionne sous trois niveaux : **1.** Niveau national avec un comité de pilotage, une coordination nationale et un comité technique. **2.** Niveau provincial avec une coordination provinciale et **3.** Niveau local avec des antennes territoriales. Il s'appuie sur le Service d'Information, de Conseil et d'Orientation

⁷ https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/po_drc_ex_katanga_1er_sem_2020_20200330_vf.pdf

⁸ Menés notamment par la FAO -appui aux ex-combattants démobilisés Programme National DDR (PNDDR) phases I, II et III -programmes de DDR financés par la BAD, l'IDA... (PARSEC-BAD, PARSAC II-IDA) dans plusieurs provinces de la RDC dont le Tanganyika.

⁹ Plan Opérationnel du PDDRCS

(SICO) pour fournir des informations et des conseils essentiels pour les participants du programme, et les orienter vers des services. Il permet en outre d'assurer un suivi quotidien des processus de réintégration, qui commence dès la phase de la démobilisation et qui se poursuit tout au long du processus de réintégration. Des SICO seront installés dans les zones d'intervention en coordination avec le PDDRCS au Tanganyika. Un appui institutionnel sera porté à la coordination provinciale PDDRCS et ses bureaux dans les zones d'intervention.

- ***Faible accompagnement des ex-combattants démobilisés notamment des enfants soldats démobilisés.***

L'expérience passée du DDR démontre les dangers d'un désarmement et d'une démobilisation rapide et à grande échelle, en particulier si les processus de réintégration ne démarrent pas immédiatement, ce qui aurait pour résultat une frustration et une résurgence de la violence parmi les ex-combattants. De la même manière, un manque d'attention aux rançœurs, griefs et demandes de justice des communautés d'accueil risque d'aggraver les tensions intra- et intercommunautaires et ainsi devenir un facteur déstabilisant majeur. Le manque d'encadrement et de perspectives socioéconomiques peut pousser les ex-combattants à se remobiliser et ainsi devenir une menace pour les communautés. En effet, la situation économique, sanitaire et sécuritaire au sein des communautés locales situées dans les principales zones de retour peuvent rapidement se détériorer (insécurité alimentaire, tensions intercommunautaires et intergénérationnelles, violences, promiscuité, développement de maladies, déplacements de populations).

Les faibles opportunités économiques pour les ex-combattants et les jeunes, en particulier les jeunes femmes

- ***Incapacité structurelle de l'économie provinciale à fournir des emplois en quantité et qualité pour une meilleure inclusion économique des groupes vulnérables (ex-combattants, les jeunes, en particulier les jeunes femmes dont celles démobilisées)***

Le manque d'opportunités d'emplois décents est un réel défi, en particulier pour les ex-combattants, les jeunes, dont les jeunes femmes dans la province du Tanganyika. La jeunesse représente une frange importante de la population de Tanganyika, car 1 habitant sur 3 y est jeune en 2019. Selon l'annuaire statistique 2020 produit par l'INS de la RDC, on comptait en 2019, 1,158, 000 habitants âgés de 15 à 34 ans (601 000 jeunes femmes et 557 000 jeunes hommes) pour une population totale estimée à 3 570 000 habitants. Bien que le taux national de chômage au sens large en RDC reste faible (4,7%) en 2016, celui des jeunes de 15-24 ans en milieu urbain demeure très élevé et situe à 25,9% en 2016. Le taux de chômage en milieu rural est très faible (1,1%) et se justifie par l'occupation dans l'agriculture. Du fait que 89,3% des ménages pratiquent l'agriculture au Tanganyika, les jeunes en milieu rural y exercent essentiellement dans l'agriculture, et il s'agit d'une agriculture de subsistance informelle, qui génère des revenus insuffisants pour satisfaire les besoins non-alimentaires des populations.

Des actions d'inclusion économique dans la province du Tanganyika comme partout ailleurs en RDC sont insuffisantes voire inexistantes pour permettre aux membres des communautés hôtes et ex-combattants de subvenir à leurs besoins et d'apporter une contribution nette au développement économique en tant que consommateurs, travailleurs et entrepreneurs.

L'absence d'opportunités sur le marché de l'emploi nécessaires à la garantie des moyens de subsistance au bénéfice des retournés les plus vulnérables particulièrement les jeunes et les femmes, le déficit de scolarisation des jeunes filles et garçons dans l'enseignement primaire,

secondaire, technique et professionnelle et l'oisiveté constituent non seulement des défis prioritaires mais aussi un frein important au développement et la consolidation de la paix.

- **Manque et/ou faible accès aux opportunités de formations professionnelles diplômantes**
Les jeunes hommes et femmes du Tanganyika n'ont pas accès dans certaines localités, par manque de structures dédiées, à des formations qualifiantes leur donnant des connaissances et compétences professionnelles nécessaires pour accéder à des opportunités d'emplois formelles dans les structures de l'état ou encore des organisations du secteur humanitaire et/ou des entreprises du secteur privé. Il en est de même pour les formations à des métiers (en menuiserie, charpenterie, etc.) qui peuvent permettre aux jeunes de créer des micro-entreprises pour leur autonomisation.

Faible autonomisation socio-économique des ex-combattants (hommes et femmes), des jeunes et des femmes

Les distorsions sur le marché du travail et les faibles revenus issus des activités économiques mettent en exergue l'inadéquation entre la formation et les opportunités d'emplois dans l'économie provinciale et un besoin d'actions spécifiques pour favoriser la réintégration socio-économique des ex-combattants et l'insertion socio-économiques des jeunes hommes et femmes des communautés bénéficiaires du Projet. La majorité de la population active au Tanganyika a un emploi précaire ou est dans l'informel, synonyme de précarité, de sous-emploi important et de revenus insuffisants pour satisfaire les besoins.

Une part de 0.9% de jeunes (15 – 24 ans) ne sont ni dans le système éducatif ni dans l'emploi en 2016 au Tanganyika, soit 10,287 jeunes âgés de 15 à 24 ans. La part du travail informel progresse constamment. Le sous-emploi global en RDC était de 85.7 en 2016. Le taux d'informalité en 2,016 est de 71%.

L'absence ou la rareté d'opportunités économiques fragilise les cibles du projet et porte atteinte à leur dignité et estime de soi. Ils font un lien direct entre leur situation socioéconomique peu satisfaisante et leur sentiment de marginalisation par les autorités. Lorsque les jeunes, les hommes et les femmes ont accès à des opportunités d'emplois décentes, ils sont moins enclins à recourir à la violence politique et armée, car l'emploi et les revenus décents qui y sont associés augmentent les coûts d'opportunité à l'enrôlement ou re-enrôlement dans les bandes armées. La précarité des emplois est susceptible de déclencher chez les cibles des griefs et des sentiments d'injustice. Cette population est exposée à une précarité matérielle et financière qui s'avère plus accrue chez les jeunes vivant en zones rurales que chez ceux des zones urbaines. Le manque de travail est considéré comme la première cause de pauvreté au Tanganyika établi à 66,6%¹⁰.

- b) Alignement et soutien aux **cadres stratégiques** gouvernementaux et des Nations Unies existants¹¹, et comment il garantit l'**appropriation nationale**.

Le projet s'aligne avec :

UNSDCF 2020-2024 :

- **Axe 1** "Consolidation de la paix, respect des droits de l'homme, protection des civils, cohésion sociale et démocratie",
- **Axe 2** "Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende

¹⁰ PNUD, Rapport provincial de la Localisation des Objectifs de développement durable dans le Tanganyika, août 2017

¹¹ Y compris les stratégies et engagements nationaux en matière de genre et de jeunesse, tels qu'un plan d'action national sur 1325, une politique nationale de la jeunesse, etc.

- démographique, protection et gestion durable des ressources naturelles” et de
- **Axe 3** “Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire”

UNSDCF 2025-2029 :

Effet 2. 2 : D’ici 2029 les populations congolaises, notamment dans les zones en conflit et post-conflit dans la perspective du désengagement de la MONUSCO, vivent dans un environnement de sécurité améliorée, de paix durable, de justice plus efficace, de cohésion sociale et sont mieux protégées contre toutes les formes de violence (armées et non armées) et plus résilientes

Les piliers de la stratégie nationale du P-DDRCS :

1. Résolution des conflits et Cohésion sociale ;
3. Relèvement et Réintégration communautaires ;
4. Stabilisation, développement économique et social ;

Le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) auquel le projet contribue :

- **Pilier 1** : « Valorisation du capital humain, développement social et culturel : ce pilier concourt au renforcement des secteurs sociaux et à la promotion des emplois en vue de l’inclusion sociale. A travers ce pilier, les priorités du Gouvernement consisteront à : (i) faire de l’éducation la clé du changement et le principal ascenseur social ; (ii) mettre en place la couverture santé universelle afin de contribuer à l’amélioration de l’état de santé de la population avec équité et protection financière ; (iii) promouvoir l’emploi et la formation professionnelle continue ; (v) autonomiser les femmes, promouvoir la jeunesse et assurer la protection sociale des groupes vulnérables »,
- **Pilier 3** : « Consolidation de la croissance économique, diversification et transformation de l’économie.

Le Plan Provincial de Développement auquel le projet contribue :

- **Piliers 1** : Promotion et consolidation de la Gouvernance, de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale ;
- **Pilier 2** : Amélioration de la croissance pour l’émergence inclusive ;

Les résultats collectifs¹² dans le cadre d’opérationnalisation du “triple” (humanitaire-développement-paix) Nexus en RDC, auquel le projet contribue :

- **Résultat collectif 2** : Réduction d’au moins 20% du nombre de personnes en situation de déplacement forcé d’ici à 5 ans.
- **Résultat collectif 3** : Réduction d’au moins 10% de la prévalence des Violences Basées sur le Genre (VBG) d’ici 2024.
- **Résultat collectif 4** : D’ici 5 ans, le nombre de personnes vulnérables qui bénéficient de services de base inclusifs de qualité a augmenté d’au moins 15%

Le plan de transition de le MONUSCO

- **Priorité 2-Stabilisation**

Les structures provinciales du P-DDRCS prennent en charge et soutiennent les efforts de stabilisation que la MONUSCO a réalisé au cours des 10 dernières années ; les besoins en matière de DDR sont dûment pris en compte et les combattants sont démobilisés et réintégrés dans leurs communautés (atténuant le vide sécuritaire laissé par la MONUSCO) ; les réseaux locaux de protection restent fonctionnels après le départ de la MONUSCO.

- **Priorité 4-Communication stratégique**

¹² Les 4 résultats collectifs constituent un cadre commun d’objectifs concrets, ciblés et mesurables visant à réduire les besoins, les risques et les vulnérabilités que les acteurs de l’aide humanitaire, du développement et de la paix souhaitent atteindre. Le Tanganyika étant une province pilote pour le Nexus, Nyunzu et Kalemie sont des territoires pilotes.

Promotion du reportage objectif de l'actualité, soutien aux messages et à la sensibilisation contre le discours de haine et la cohésion sociale et soutien à la réconciliation communautaire dans toute la province du Tanganyika avec un focus spécifique sur la jeunesse ; soutien à la communication sur le départ de la MONUSCO et le rôle du P-DDRCS.

Le Cadre de Résultats Stratégique pour la consolidation de la paix dans le Tanganyika du PBF pour la période 2022-2024 auquel le projet contribue :

Résultat Stratégique 2 : D'ici 2024, la cohésion sociale dans les communautés qui comprennent des ex-combattants est renforcée.

Résultat Stratégique 3 : D'ici 2024, la cohabitation pacifique entre Twa et Bantou est renforcée.

Sous le lead du Ministère du Plan et du PDDRCS, en collaboration avec les différents Ministères sectoriels, le projet a été élaboré de manière participative avec les parties prenantes et sera mis en œuvre et coordonné avec elles pour assurer une bonne appropriation.

c) Résumé des interventions existantes

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Orientation du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
Promotion de la gouvernance sécuritaire inclusive dans la province du Tanganyika-SSKAT OIM-PNUD-BCNUDH	Peacebuilding Fund US\$ 2,500,00	Le projet contribue à répondre au vide sécuritaire que le départ de la MONUSCO de la province du Tanganyika risquerait d'engendrer. Il contribue à la restauration de l'autorité de l'Etat et à la stabilisation des zones de retour dans le territoire de Nyunzu à travers l'introduction de la police de proximité et professionnalisation conséquente de la police pour construire une relation de confiance entre la police et les populations. Le projet favorisera également un environnement propice à la mise en œuvre de l'approche de gouvernance sécuritaire inclusive à travers l'identification et la résolution participative des problématiques de sécurité. Le déploiement des équipes du P-DDR-CS sera appuyé pour coordonner les efforts de pacification, de démobilisation, de relèvement communautaire	Capitaliser sur les mécanismes de justice transitionnelle établis pour réintégration socioéconomique communautaire des ex-combattants, des retournés, les pygmées Twa, les Bantous et autres membres des communautés hôtes.

		et de stabilisation à l'échelle de la province.	
Projet TUSIKILIZANE : Renforcer la participation des jeunes leaders Twa & Bantous aux comités locaux de paix « BARAZA ¹³ » pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale dans la province du TANGANYIKA	Peacebuilding Fund US\$ 1,396,350	Transformer les jeunes en agents de de promotion de la paix et de la cohabitation pacifique ; renforcer les capacités de femmes membres de comités locaux de paix pour plus de participation ; renforcer la résilience de de deux communautés à travers les activités d'autonomisation des femmes	Capitaliser sur les leçons apprises et mécanismes mis en place pouvant faciliter l'approche de mobilisation communautaire et le dialogue entre les communautés hôtes et les ex-combattants Afin de garantir le renforcement des capacités des jeunes bases sur le genre pour une meilleure autonomisation et résilience des ex-combattants
Solutions durables pour la cohabitation pacifique entre les communautés twa et bantou dans la province du Tanganyika UNHCR-UNFPA-FAO (Kalemie, Nyunzu, Moba et Manono)	Peacebuilding Fund US\$ 3,016,051.08	Mise en place des solutions durables pour la cohabitation pacifique entre les communautés twa et bantoue à travers la création de l'environnement protecteur et propice à la réintégration/intégration des retournés et déplacés les plus vulnérables/ le renforcement des mécanismes de redevabilité/l'amélioration d'accès et de l'équilibre aux services sociaux de base et le renforcement des opportunités socio-économiques	Sur la base du dialogue communautaire instauré par l'initiative 2 en cours à Nyunzu, le projet proposé renforcera également les dialogues communautaires, la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre les communautés hôtes et les ex-combattants.
Strengthening smallholder farmers value chains in the DRC (Nyunzu/Kabalo) FAO-PAM	Sweden WFP-administrated Trust Fund US\$ 7,467,200	Accroissement des capacités agricoles et financières des petits exploitants agricoles pour une production durable et un engagement sur le marché afin d'augmenter leurs revenus et de créer des moyens de subsistance résilients ; Soutien aux organisations communautaires pour	La nouvelle proposition de projet PBF va se baser sur les leçons apprises des organisations communautaires misent en place dans les zones identifiées et cibles du projet et ayant vu leurs revenus

¹³ UNICEF, 25 ans de travail en faveur des enfants dans les conflits armés prendre des mesures pour protéger les enfants en temps de guerre

		qu'elles deviennent des contributeurs actifs à la cohésion sociale, à l'égalité des sexes, à la paix et à la réconciliation.	et moyens de subsistance augmentés
WFP-FAO Resilience Initiative - Strengthening value chains for smallholder farmers in the DRC (Kabalo et Nyunzu)	Norvège WFP-administrated Trust Fund US\$ 1,884,227	Renforcement de la Résilience des moyens de subsistance (production agricole, diversification et transformation sensibles à la nutrition ; accès au marché et diversification des revenus, filets de sécurité sociale ; Cohésion sociale : consolidation de la paix, réconciliation, mobilisation communautaire et égalité des sexes (<i>Club Dimitra, Comités villageois de paix, dialogues communautaires</i>)	La nouvelle proposition de projet PBF va construire sur les aspects de l'accès équitable aux ressources naturelles forestières de l'initiative ² pour identifier les zones d'application des formations agricoles à proposer aux anciens combattants identifiés.
Strengthening the resilience and sustainable livelihood systems of smallholder farmers in Tanganyika in the Democratic Republic of Congo (DRC) (Kabalo et Nyunzu)	Sweden WFP-administrated Trust Fund US\$ 4,138,783	Accroissement des capacités agricoles et financières des petits exploitants agricoles pour une production durable et un engagement sur le marché afin d'augmenter leurs revenus et de créer des moyens de subsistance résilients ; Soutien aux organisations communautaires pour qu'elles deviennent des contributeurs actifs à la cohésion sociale, à l'égalité des sexes, à la paix et à la réconciliation.	La nouvelle proposition de projet PBF va se baser sur les leçons apprises des organisations communautaires mises en place dans les zones identifiées et cibles du projet et ayant vu leurs revenus et moyens de subsistance augmentés
Réponses urgente pour les enfants et femmes affectés par les conflits dans la province du Tanganyika	BHA Fonds CERF	Assurer la prise en charge et réinsertion des enfants associés avec les groupes armés, des enfants non accompagnés, des enfants survivant de violences sexuelles et renforcer les mesures de protection communautaires à travers la mise en place des espaces amis d'enfants	La nouvelle proposition PBF est en lien avec la recherche sur la réintégration des enfants sortis de groupes armés et autres enfants financée par les fonds BHA. La réponse PBF est une complémentarité aux interventions sous

			appui de BHA dans les zones de couverture
Accès équitable des communautés Twa et Bantou aux ressources socio-économiques et naturelles pour la cohabitation pacifique (UNICEF, FAO, UNHCR)	Peacebuilding Fund US\$ 2,500,000	Adresser les causes profondes de frustrations pour une cohabitation pacifique durable entre les deux communautés twa et bantou dans la zone de Nyunzu.	Avec les bases déjà mises en place par les projets en cours à Nyunzu, cette nouvelle proposition PBF va permettre de consolider les efforts de cohésion sociale et de paix en offrant aux ex-combattants jeunes une option d'insertion socio-économique au sein des communautés hôtes.
Projet Pilote P-DDRCS d'Appui à la stabilisation des communautés Bantous et Twa du village de Lambo-Katenga, dans la province du Tanganyika-OIM	MONUSCO US\$ 198,554	Projet Pilote PDDRC-S d'Appui à la stabilisation des communautés Bantous et Twas du Village de Lambo-Katenga, dans la Province de Tanganyika.	Contribuer à la consolidation de la paix, à la réconciliation et à la reconstruction des activités socio-économiques dans la province du Tanganyika.

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

a) Une brève description de l'orientation stratégique et de l'approche du projet

Le projet d'appui à la réintégration socio-économique des ex-combattants dans leur communautés hôtes sera exécuté en conformité avec le plan opérationnel du P-DDRCS (POP) de la province du Tanganyika¹⁴. Dans le cadre de la transition de la MONUSCO et pour contribuer à la consolidation et la pérennisation des acquis de la mission à travers un renforcement d'un environnement protecteur qui préserve et solidifie les acquis de la protection civile, ce projet va contribuer à l'opérationnalisation du PDDRCS.

Le projet adoptera une approche axée sur le renforcement de la prévention du recrutement des jeunes, femmes et hommes dans les groupes armés mais aussi axée sur leur réintégration à travers la facilitation de leur accès à des opportunités socio-économiques décentes et durables qui contribuera à la réhabilitation sociale en termes de liens, de confiance et de collaboration avec la communauté. Le processus de réintégration suivra le mode opératoire de PDDRCS qui se focalise sur la communauté à travers le principe « Avec la communauté, dans la communauté et pour la communauté ». Les ex combattants Twa et bantous (hommes, femmes et jeunes) seront associés avec les populations locales selon un critère de sélection définie par le comité local et le PDDRCS.

Le projet va intégrer dans sa mise en œuvre les leçons apprises des initiatives précédentes, telles que la nécessité d'appuyer une opérationnalisation effective du PDDRCS au niveau provincial, de décentraliser les processus et d'impliquer davantage les gouverneurs provinciaux et les autorités locales dans le plan opérationnel pour la réinsertion de 1,500 ex-combats à travers les territoires de

¹⁴ Les plans opérationnels provinciaux (POPs), dont celui du Tanganyika, sont déjà finalisés et en phase de validation

Kalemie et Nyunzu. C'est l'occasion d'amener à l'échelle les initiatives d'appui en cours à l'opérationnalisation du programme PDDRCS tout en s'assurant y apposant une approche communautaire inclusive et participative.

Le projet couvrira le besoin de 2,000 personnes dont 1,200 des communautés hôtes et 800 ex-combattants.

- Parmi les ex- combattants, la répartition se présente comme suit : 480 bantous (192 filles/femmes- 288 garçons/hommes) et 320 Twa (128 filles/femmes- 192 garçons/hommes).
- La répartition des 1200 personnes des communautés hôtes se présente de la manière suivante : 600 bantous (300 filles/femmes- 300 garçons/hommes) et 600 Twa (300 filles/femmes- 300 garçons/hommes).

Le projet s'articule autour des axes d'intervention ci-après :

- L'amélioration d'accès équitable et inclusif (femmes, hommes et jeunes) à l'emploi décent et durable des ex-combattants dans les communautés des zones de retour afin de prévenir les conflits et promouvoir la cohabitation pacifique entre ces deux groupes cibles.
- La prévention des conflits et des violences, y compris les VBG, entre les ex-combattants et les communautés hôtes en s'assurant de l'implication des femmes et jeunes filles en tant que bénéficiaires et acteurs de paix.
- La promotion de la cohabitation pacifique à travers un dialogue communautaire, entre les ex-combattants et les communautés hôtes afin d'amener à la réconciliation et au renforcement de la confiance entre les deux groupes
- L'appui aux autorités locales, à la société civile, aux organisations des jeunes et femmes, aux niveaux territoriaux dans la mise en œuvre du plan opérationnel provincial du P-DDRCS.
- Les piliers de la stratégie nationale du P-DDRCS : **1) Résolution des conflits et Cohésion sociale ; 3) Relèvement et Réintégration communautaires ; 4) Stabilisation, développement économique et social ;**

Ces axes d'interventions sont en lien avec l'objectif stratégique³ du Plan d'Action Opérationnel-POP du PDDRCS pour la province du Tanganyika consistant à contribuer à l'augmentation de la productivité et des revenus de la population pour le relèvement communautaire et le développement économique.

Le volet en matière d'égalité de Genre sera abordé de manière transversale, mais aussi au sein des chacun des axes d'intervention. Pour cela, une analyse genre approfondie permettra de bien identifier les barrières de genre, notamment l'impact différencié selon le sexe du conflit mais aussi les obstacles sexo-spécifiques pour l'accès aux ressources et aux opportunités. Cette analyse tiendra compte des barrières d'ordre socio-culturel, notamment les normes sociales et les stéréotypes sexistes ancrés dans la culture, la religion et l'éducation.

Par exemple les femmes relocalisées se sentent marginalisées et victimes de méfiance par les autres femmes des communautés hôtes sur les lieux de puisage d'eau ou au robinet. Ces femmes membres des communautés relocalisées se retrouvent souvent victimes de stigmatisation de la part des autres femmes de la communauté hôte ¹⁵.

De plus, le processus du PDDRCS en République Démocratique du Congo se fonde sur l'ensemble des actions qui consistent à démobiliser et à désarmer les membres des groupes armés, à les accompagner à réintégrer la vie civile, à participer à la vie sociale, économique de leurs communautés

¹⁵ Rapport d'analyse du contexte de conflits/Province de Tanganyika, Territoire de Kalemie, Chefferie Tumbwe\ Groupement Moni -Décembre 2022-janvier 2023

et à proposer des alternatives économiques qui permettent aux jeunes femmes et hommes de s'occuper afin d'éviter de s'orienter vers la violence exacerbée par le désespoir et le chômage qui pourraient freiner l'élan de la démobilisation volontaire des autres combattants des groupes armés et augmenter davantage les sentiments de rejet par la population. Ainsi, la réintégration socio-économique durable des ex-combattants tiendra compte des besoins et attentes spécifiques des femmes et hommes, filles et garçons ex-combattantes, ceci afin d'apporter un soutien adapté et durable. De plus, et comme indiqué par la stratégie nationale du P-DDRCS et reflétée dans le POP¹⁶, le DDR pour les enfants est capital pour la réussite des programmes DDR, le relèvement communautaire et la stabilisation ainsi que par la cohésion sociale.

Il sied de souligner également que ce projet est en lien avec le processus de transition de la MONUSCO et du plan de transition de la Province de Tanganyika afin d'assurer une cohésion pacifique dans la province. Cette relation sera matérialisée à travers les actions prioritaires de collaboration avec les organismes de mise en œuvre et les agences des Nations Unies dans le cadre de soutien aux ex-combattants particulièrement dans le relèvement communautaire et la stabilisation. Le projet travaillera avec les autorités locales en soutien aux populations hôtes afin de contribuer à la restauration d'un environnement favorable pour le développement de la Province de Tanganyika. Le suivi de la mise en œuvre de fera à travers des missions conjointes de suivi agences récipiendaires, gouvernement provincial, équipe nationale et provinciale de PDDRCS), des réunions du comité technique de pilotage, l'établissement d'un cadre de référencement (. Mission conjointe d'évaluation du projet (même équipe que pour le suivi), évaluation finale indépendante du projet.

Le présent projet s'inscrit aussi dans la logique de consolidation des acquis des projets SSKAT et Gouvernance locale de la sécurité, financés par le PBF dans cette même province.

Les axes d'interventions du projet SSKAT mis en œuvre par le PNUD, OIM et BCNUDH portant sur l'appui au processus de réconciliation à travers les mécanismes de justice transitionnelle et l'appui au développement économique local durable (Réinsertion Socioéconomique) ont permis de tirer les leçons apprises suivantes :

- Les activités socio-culturelles intra- et intercommunautaires permettent de rassembler plusieurs groupes et communautés auparavant divisés par les conflits ;
- Les émissions diffusées à travers les radios communautaires et l'animation des clubs d'écoute se poursuivent et permettent aux communautés de renforcer davantage la cohésion sociale et de s'affirmer comme des acteurs de changement ;
- Les approches adoptées pour la conduite des travaux selon l'approche à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) contribuent à l'amélioration des relations intra- et intercommunautaires et à la consolidation de la paix grâce au rapprochement entre les bénéficiaires de différentes communautés. Ils permettent également l'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation ;
- La sensibilisation et le renforcement des capacités des bénéficiaires sur la création et la gestion des Activités Génératrices de Revenus (AGR), la mise en place des coopératives agricoles, la création des microentreprises, la formation professionnelle et l'éducation financière contribuent à la stratégie de survie des ménages dans le but d'améliorer leurs conditions de vie par l'autonomisation et leur réintégration socio-économique.

Toutefois un défis majeure demeure sur le processus de réintégration communautaire qui nécessite de nombreuses actions préliminaires tel qu'un plaidoyer et une sensibilisation auprès des parties prenantes du projet, particulièrement la coordination nationale et provinciale du P-DDRCS, les autorités provinciales et territoriales, en raison des sensibilités et de la complexité des thématiques

¹⁶ Plan Opérationnel du PDDRCS

en jeu (situation sécuritaire, facilitation lors de l'identification des ex-combattants, préparation des communautés à accepter la réintégration des ex-combattants, etc.).

Ainsi, ce projet en complémentarité avec les mécanismes d'appui au P-DDRCS pour la réintégration socio-économique des ex-combattants, s'emploiera à appuyer dans les mêmes activités et les ex-combattants, et les communautés hôtes. Il s'agit d'approfondir l'approche communautaire des interventions en les centrant sur la problématique de l'emploi durables notamment pour les jeunes (y compris les enfants de + de 15 ans).

En tirant des leçons des différents programmes de DDR précédents, La nouvelle stratégie tient compte de leçons apprises des précédents programmes et initiatives. Elles induisent des innovations et érigent des principes pour le P-DDRCS. Selon le PDDRCS, les trois phases de DDR (DDR1, DDR2 et DDR3) ont connu des problèmes dans leurs mises en œuvre parmi lesquels nous citons :

Nº	Faiblesses des programmes de DDR précédentes	Leçons tirées pour le programme actuel PDDRCS
1	Manque de volonté politique manifesté par la léthargie dans la prise de décision	Création de trois niveaux de coordination (national, provincial et local) et impulsion du comité de pilotage sous la direction du Président de la République
2	Éloignement des centres de démobilisation et le non-respect de la durée du séjour des combattants dans les centres de préparation à la réinsertion (CPR) ;	Rapprocher les opérations au niveau des communautés et révision de la durée du séjour des combattants dans les centres de préparation à la réinsertion (CPR) ;
3	Détournement des moyens financiers et des kits destinés aux démobilisés ;	Mise en place d'un mécanisme de gestion transparente à travers la décentralisation des opérations
4	Mauvaises conditions de survie et d'accompagnement dans les CPR ayant occasionné plusieurs soulèvements meurtriers (cas de Kotakoli, Kitona et Kamina) ;	Améliorer les conditions de survie et d'accompagnement dans les CPR
5	Non-intégration des besoins des communautés locales cibles dans les programmes ;	Pris en compte des besoins et intégrations des communautés hôtes dans le programme (60%) et 40 % pour des ex- combattants
6	Manque de moyens suffisants pour réaliser les objectifs du Programme ;	Budget de l'État et mobilisation auprès des fonds des partenaires
7	Tendance à faire croire qu'une prime était accordé à ceux qui avaient pris les armes contre le pays.	Stratégie de DDR communautaire qui prend en compte des besoins des communautés hôtes et non des appuis individuels aux ex- combattants

La stratégie actuelle veille à ce que la réinsertion sociale soit étroitement liée sur le plan opérationnel national ainsi que plus particulièrement sur le plan provincial du P-DDRCS Tanganyika. Il va contribuer également à d'autres plans de développement économique et social, notamment le plan de développement des 145 Territoires et la mise en œuvre du NEXUS. Il s'agira par ce projet et à la suite d'une analyse profonde du marché de l'emploi dans les territoires ciblés, afin d'identifier les causes

profondes qui empêchent l'accès à l'emploi durable par les populations locales, hommes et femmes, de déterminer les barrières socio-économique, y compris celles liées au genre, d'identifier les opportunités existantes afin de proposer par cette initiative un accompagnement approprié pour la réinsertion socio-professionnelle des ex-combattants dans la province du Tanganyika. Ceci tiendra en compte les considérations de genre afin de permettre aux hommes et aux femmes, y compris les jeunes, d'accéder à des opportunités socio-économiques en conditions égales, en tenant compte de leurs intérêts et de la valeur ajoutée des métiers. Cette analyse sera qualitative et quantitative en utilisant des outils comme les focus-group, entretiens individuels auprès des ex-combattants et des membres des communautés hôtes, des consultations avec les autorités à tous les niveaux.

Le projet va apporter une contribution significative à la cohésion sociale entre les ex-combattants réinsérés et réintégrés et les communautés Twa et Bantou afin de consolider les multiples efforts nationaux de cohabitation pacifique. Ceci contribuera au processus de consolidation de la paix à travers l'implication des jeunes et des femmes conformément aux résolutions 1325, 2250 et 1612 des Nations Unies dans les différents mécanismes de résolution des conflits existant et sur lequel le projet va se baser par exemple :

- **Club DIMITRA** : Les clubs Dimitra peuvent intensifier et dupliquer, pour l'intérêt communautaire, les initiatives (AGR) prises pour l'intérêt individuel chez les membres des Associations Villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). Ainsi, toute la communauté aura appris l'importance d'épargner afin de réaliser des activités d'auto-développement et celles au bénéfice du développement de toute la communauté. Aussi, les membres des AVEC apportent le savoir sur les principes de fonctionnement de l'approche. Les membres des clubs Dimitra mobilisent les communautés et élargissent les sensibilisations sur la culture d'épargne et de crédit (inclusion des plus marginalisés prise en compte).
Les communautés, par le biais des discussions et des actions des clubs Dimitra s'approprient les principes d'épargne et de crédit et agissent pour l'intérêt de tous. Dans le cas précis de ce projet, les membres des clubs Dimitra sont les mêmes bénéficiaires des AVEC et donc grâce à cela, l'aspect épargne et crédit peut aller au-delà des bénéficiaires directs du projet ; ce qui contribuera au renforcement de l'inclusion de toute catégorie, à la prise de conscience des intérêts communautaires à protéger (paix, épargne., autres biens...) et à la gestion des biens communautaires bénéficiés ou acquis par des initiatives locales des membres des communautés
- **Villages Amani** : Les communautés doivent être la principale source et le principal moteur des solutions aux problèmes auxquels elles sont confrontées. Le concept des villages AMANI ou villages de paix, où les communautés définissent pour elles-mêmes les critères qui font d'un village un village de paix, et élaborent et mettent en œuvre des plans d'action communautaires qui aideront les différents villages à atteindre le statut de "village de paix". Les villages qui atteignent ce statut sont par la suite récompensés avec des moyens pour mettre en œuvre une initiative d'amélioration du village.
- Les Mécanismes Communautaires Alternatifs de Résolution pacifique (les MARC) pour la gestion, résolution et transformation pacifique des conflits. Plusieurs techniques ont été utilisées au quotidien par les membres des MARC pour accompagner la résolution des conflits dans leurs communautés respectives ; la médiation, dialogues communautaires, qui ont aboutissent parfois à la signature d'accords qui accompagnent la résolution des grands conflits communautaires comme pour le conflit entre les Twa et Bantous.

Dans le cadre de sa mise en œuvre, l'UNICEF, la FAO et l'OIT travailleront en partenariat avec les structures locales et gouvernementales. Chaque partenaire exécutera des volets spécifiques en rapport avec son mandat avec une coordination multisectorielle, sous le lead de l'UNICEF (agence

Lead). Les interventions seront menées dans l'objectif de renforcer les capacités locales des communautés cibles, des équipes provinciales du P-DDRCS, le respect de la dimension genre, la prise en compte des besoins spécifiques des enfants et l'insertion des groupes vulnérables basés sur des stratégies opérationnelles à long terme. Bien que quatre territoires prioritaires soient ciblés par le POP du PDDRCS (Kalemie, Nyunzu, Moba, Manono et Kongolo) avec un effectif estimatif de 7,000 ex-combattants (40% d'enfants et près de 15 % des femmes), le présent projet va s'aligner sur les zones prioritaires identifiées par le PDDRCS, à savoir les territoires de Kalemie et Nyunzu étant les plus touchés et ayant un nombre important d'ex-combattants. En plus des ex-combattants, le projet cible également les personnes à charge des groupes armés, les familles d'accueil, les rapatriés, les enfants démobilisés et les communautés hôtes. Pour les territoires ciblés la stratégie du PDDRCS a identifié 1,500 ex-combattants pour 2,400 personnes des communautés hôtes en appliquant le ratio 60% des communautés et 40% des ex-combattants pour un total de 3,900 personnes. Le projet couvrira le besoin de **2,000 personnes dont 1,200 des communautés hôtes et 800 ex-combattants** (dont 200 filles et garçons de 15 ans et plus).

A travers une approche communautaire¹⁷ inclusive, le projet vise directement les ex-combattants, les enfants sortis des groupes armés, les jeunes filles et garçons, ainsi que les femmes et hommes des communautés hôtes, en utilisant des approches basées non seulement sur le genre mais aussi sur l'intersectionnalité (âge, groupes d'appartenance ethnique).

L'approche dans le cadre de ce projet va consister à évaluer les capacités professionnelles de chaque ex-combattant ainsi que les barrières (et les capacités) socio-professionnelles des groupes cibles pour améliorer l'accès à l'emploi durable en identifiant des opportunités et des services de renforcement des capacités par le biais de formations professionnelles. Il s'agira d'identifier, avec leur concours, les activités socio-économiques qu'ils trouveraient rentables et les accompagner dans leur insertion dans la société. Les barrières de genre, notamment l'analphabétisme chez les femmes et filles, seront considérées et adressées afin de leur permettre d'accéder aux opportunités socio-économiques également intéressantes et à forte valeur ajoutée.

Il s'agira de les catégoriser selon les prérequis professionnels dont disposent certains et proposer d'autres options à ceux qui n'en disposeraient pas. La formation en entrepreneuriat bénéficiera aux deux groupes de bénéficiaire de manière à renforcer leurs capacités en gestion. Il s'agit de formations qui s'inscrivent à deux niveaux : le premier niveau concerne les formations de courte durée (de 1 à 3 mois) ainsi que les formations de longue durée (6 à 12 mois) et peuvent comprendre une période de stage (1 à 3 mois). A chacune de ces étapes, un suivi professionnel basé sur la tenue des outils de suivi sera appliqué.

Le projet permettra de stimuler et favoriser le développement socioéconomique sur le long terme de façon inclusive et fondée sur les droits. Cela permet de promouvoir le travail décent et la justice sociale qui sont des moteurs essentiels de résilience et de paix, en remédiant aux facteurs sous-jacents de fragilité qui rendaient auparavant cette société et cette économie particulièrement vulnérables aux chocs externes comme internes.

En ce qui concerne **les enfants filles et garçons de 15 ans et plus**, ils seront inclus dans le programme de réintégration communautaire. Les interventions de protection des enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) et les adolescents vulnérables seront axées sur trois niveaux :

- **L'offre des services de soutien individualisés** (gestion de cas, soins médicaux et appui psychosociale) pour les enfants en situation de vulnérabilité. Pour les Enfants (jeunes filles et garçons) Associés aux Groupes et Forces Armés (EAFGA), y compris les enfants de plus de 15

¹⁷ En vue d'impliquer la dynamique communautaire (association des jeunes, associations des femmes, les leaders communautaires, les leaders des confessions religieuses et autres regroupements communautaires actifs) dans la programmation, le suivi et l'évaluation des activités.

qui seront référées aux activités économiques, cela permettra d'accompagner le processus de réinsertion scolaire et/ou économique,

- **Le renforcement de l'accessibilité aux services sociaux de base** pour les enfants et femmes des communautés. Cela sera réalisée par le biais des contrats sociaux avec les écoles et centres de santé, ainsi que à travers la mise en place des espaces pour les femmes et filles. Des activités d'engagement communautaire par le biais de sessions de sensibilisation, théâtre et autres activités culturelles et récréatives.
- **Une attention particulière sera accordée aux filles/femmes ex-combattants et autres adolescents vulnérables.** Les conditions de l'implication des filles et femmes combattantes dans les conflits armés les ont placées dans une situation de victime plus souvent que les hommes. En effet, la majorité des filles/femmes ne suivent pas volontairement les groupes armés. Elles sont souvent forcées de les rejoindre pour des raisons diverses (obligation de suivre un ami, violence sexuelle subie au départ, enlèvement pour des services divers comme esclave sexuel, etc.). Elles continuent d'être victimes de sévices importants qui laissent des traumatismes profonds. Après leur démobilisation elles se retrouvent souvent avec des enfants à leur charge sans père. Blessées psychologiquement, marginalisées par leurs communautés d'origines ou d'accueil, elles se voient souvent rejetées par leurs propres parents. Malgré cela, les filles et femmes sont très engagées et disposent d'un énorme potentiel pour apprendre un métier de leur intérêt et développer leurs entreprises. Ce projet contribuera à apporter une réponse appropriée à ces différentes contraintes. Au même temps, le projet soutiendra des initiatives de la réintégration socio-économique des autres enfants vulnérables de la communauté afin de prévenir les risques de recrutement dans les groupes armés.

Pour les ex-combattants ou des jeunes à risque et susceptibles d'adhérer aux groupes armés, il sera aussi question **d'assurer leur intégration au sein des communautés hôtes** par le biais des clubs *Dimitra* et associations villageoises d'épargne et crédit en vue de leur faire participer aux dialogues communautaires, à la prise de conscience des intérêts communautaires et à la gestion des biens communautaires.

Il sera question également, **d'impliquer les communautés hôtes à l'acceptation des ex-combattants démobilisés** par les activités communautaires de vivre ensemble pour une culture de paix.

b) Fournissez une « théorie du changement » au niveau du projet

Les conflits et les tensions entre les communautés Twa et Bantou sont répandues dans la province et contribuent à l'insécurité et aux déplacements internes avec risque d'augmentation de l'intensité des conflits dans la province. Des ex-combattants Bantou et Twa, y compris des enfants de 15 ans et plus, ne sont pas réintégrés dans leurs communautés de retour ou hôtes et sont bien souvent stigmatisés.

Pour réduire durablement ces tensions, il faut s'adresser aux causes profondes de ces inégalités et leurs récurrences. Il s'agira en particulier de renforcer l'accès équitable et inclusif à l'emploi durable et décent, afin de prévenir les conflits et promouvoir la cohabitation pacifique entre les ex-combattants et les communautés hôtes. Ceci favorisera aussi un dialogue constructif à travers des structures communautaires inclusives fonctionnelles permettant une gestion efficace des ressources et un renforcement de la cohésion sociale et de la cohabitation pacifique.

Aux vues de la pauvreté chronique à laquelle font face les deux communautés, il est aussi crucial d'intégrer les aspirations et les capacités des deux communautés Twa et Bantou en particulier les jeunes et les femmes pour qu'ils disposent d'opportunités d'amélioration de leurs conditions de vie à travers le renforcement de leur accès aux opportunités socio-économiques. Cela permettra de réduire

les conflits et l'insécurité au sein des communautés, d'améliorer la cohabitation pacifique entre les deux communautés hôtes et enfin de renforcer la cohésion sociale au niveau de la province. Pour une stabilisation pérenne, il est très important de renforcer la protection et l'inclusion des ex-combattants, des jeunes et des groupes vulnérables. Ce projet contribuera à la reconstruction de la confiance entre les communautés hôtes et les ex-combattants pour constituer une base solide à l'amélioration du "vivre ensemble".

Ainsi :

- Si les ex-combattants et les communautés hôtes bénéficient ensemble d'un processus de réintégration socio-économique efficace et inclusif, comprenant la formation professionnelle, l'accès aux opportunités économiques, et le soutien psychosocial, Alors ils auront davantage d'incitations à abandonner leur affiliation aux groupes armés et à s'engager activement dans leurs communautés et dans la société civile. Parce que cette réintégration leur offrira une alternative viable à la violence armée, en améliorant leurs perspectives économiques et en renforçant leur sentiment d'appartenance et de contribution à des communautés pacifiques.
- Si ces ex-combattants réintégrés s'engagent dans des initiatives de développement local, collaborent avec les communautés hôtes, incluant les femmes, les enfants, les minorités et les personnes vivant avec handicap, et participent à des activités de sensibilisation à la paix ; Alors ils deviendront des acteurs communautaires de changement qui contribueront à la prévention des conflits armés, au recrutement et l'enrôlement des groupes armés et à la promotion d'une culture de paix dans le Territoire de Nyunzu et de Kalemie. Parce que leur participation active renforcera la cohésion sociale au sein des communautés, favorisera la réconciliation et réduira les tensions qui pourraient autrement conduire à des conflits.
- Si ces actions de réintégration et de promotion de la paix sont soutenues par des partenariats entre les autorités locales, la coordination du programme PDDRCS (provinciale et nationale) et les différents comités locaux de gestion de conflit, à travers des campagnes de sensibilisation et dialogue ; Alors elles créeront un environnement favorable à la prévention des conflits, la réduction des tensions et à la consolidation de la paix durable dans le Tanganyika. Parce que cette prise de conscience et cette collaboration multisectorielle permettra d'apporter des solutions holistiques aux défis complexes de la réintégration des ex-combattants et de la construction de la paix, en combinant des interventions économiques, sociales et psychologiques qui répondent également au besoin des communautés hôtes.

c) Fournir une description narrative des principales composantes du projet

Résultat 1 : Les ex-combattants cohabitent pacifiquement et bénéficient d'un accès équitable aux opportunités socioéconomiques avec les membres des communautés hôtes

Produit 1.1: Des opportunités socio-économiques contribuant à une meilleure réintégration des ex-combattants sont identifiés

- Activité 1.1.1: Réaliser une étude sectorielle de marché afin de définir les causes profondes et les barrières à l'intégration des ex-combattants, déterminer les opportunités socio-économiques pour leur meilleure réintégration et le renforcement de la cohésion sociale dans les communautés hôtes-**OIT & FAO**
- Activité 1.1.2: Réaliser une étude sur l'autonomisation économique des populations, avec une attention particulière sur les jeunes et les femmes, des sites de réintégration ciblés afin de déterminer les services financiers et non financiers disponibles-**OIT**

Produit 1.2: Un service de gestion de cas individuels ¹⁸pour accompagner les enfants sortis des groupes armés ainsi que les jeunes filles et garçons de même que les femmes et les hommes vulnérables des communautés des zones retour est mis en place via SICO.

- Activité 1.2.1 : s'Assurer du référencement des enfants affectés et associés aux conflits y compris les enfants vulnérables de la communauté aux services appropriés pour leur prise en charge multi-sectorielle avec un accès aux services de santé mentale et psychosocial, médical, accès à l'éducation primaire. **UNICEF**
- Activité 1.2.2: Renforcer l'accès des femmes, filles et enfants survivants de VBG, y compris ceux ou celles qui ont été associées aux groupes armés, aux services de prise en charge et mécanismes communautaires de référencement. **UNICEF**

Produit 1.3: Les initiatives socio-économiques communautaires et individuelles sont identifiées et soutenues pour une meilleure réintégration des ex-combattants

OIT

- Activité 1.3.1: Assurer l'évaluation individuelle des capacités, compétences et besoins en formation pour l'orientation professionnelle des ex-combattants et les groupes vulnérables de la communauté vers les métiers utiles et pertinents
- Activité 1.3.2 : Adapter les outils de formation en entrepreneuriat de l'OIT (GERME, COOP) en intégrant un module de paix et de cohésion sociale
- Activité 1.3.3 : Adapter le guide de l'OIT « Promouvoir la cohésion sociale et la coexistence pacifique dans les contextes fragiles à travers la TVET » au contexte de la RDC et Former les praticiens de la formation professionnelle issus de l'INPP et des autres centres de formation professionnelle de la place à l'utilisation du guide adapté

FAO, OIT & UNICEF

- Activité 1.3.4 : Sélectionner les jeunes, comprenant les ex-combattants et autres, sur la base des critères mis en place et établir le programme d'appui basé sur les besoins identifiés **OIT**
- Activité 1.3.5 : Organiser des sessions de formation pour renforcer les capacités managériales de 500 jeunes femmes et hommes sélectionnés, y compris les compétences en matière de cohésion sociale et de coexistence pacifique **OIT**

¹⁸ Ce service sera en lien avec les centres du Service d'Information, de Conseil et d'Orientation (SICO) qui seront installés dans les zones d'intervention en coordination avec le PDDRCS de Tanganyika. Un appui institutionnel sera porté à la coordination provinciale PDDRCS et de ses bureaux dans les zones d'intervention.

- Activités 1.3.6 : Renforcer les capacités techniques des jeunes femmes et hommes sélectionnés pour garantir la durabilité de leurs activités économiques (contractualisation avec les centres de formation professionnelle capacités à l'activité 1.3.3) **UNICEF, FAO & OIT**
- Activité 1.3.7 : Faciliter le suivi post-formation et appuyer la création des micro-entreprises individuelles et des unités de production mixtes par des groupes/associations/coopératives/communautés, leur formalisation leur accès aux marchés et services des organisations d'employeurs, ainsi que leur développement. **FAO & OIT**
- Activité 1.3.8: Mettre en place des associations d'épargne et de crédit mixtes. **FAO**

Résultat 2 : La prévention des conflits et la promotion de la cohabitation pacifique entre les ex-combattants et les communautés hôtes sont assurées à travers des actions visant au dialogue social et à la participation communautaire.

Produit 2.1: La promotion de la culture de la paix et de la cohabitation pacifique par les canaux de communication communautaires/ locales est assurée.

- Activité 2.1.1: Organiser les activités de dialogues communautaires entre les ex-combattants et les communautés hôtes dans les différents clubs *Dimitra* pour renforcer le vivre ensemble (échanges culturelles, théâtre participatif, dialogues inclusifs, partages d'expériences...).**FAO**
- Activité 2.1.2: Appuyer les clubs *Dimitra* et les radios communautaires/locales dans la réalisation des émissions radiophoniques sensibles au genre et à la cohabitation pacifique-**FAO**
- Activité 2.1.3: Assurer la diffusion des messages de paix à travers les slogans, émissions radiophoniques, caravane motorisée pour garantir l'acceptation des ex-combattants démobilisés dans les communautés hôtes. **FAO&UNICEF**

Produit 2.2: Les communautés hôtes ont accès à des programmes d'éducation civique et autres services pour adresser les traumatismes et renforcer la ¹⁹cohabitation pacifique

- Activité 2.2.1: Mettre en place des activités d'engagement communautaire (groupes de parole, clubs dans les écoles, sensibilisation) pour la prévention des violences sexuelles et basées sur le genre - **UNICEF**
- Activité 2.2.2 : Appuyer le mécanisme de prise en charge psychosociale et santé mentale (individuelle et collective) des enfants et des parents pour leur bien-être - **UNICEF**

d) Ciblage du projet

Les zones géographiques proposées sont les territoires de Kalemie et Nyunzu de la province du Tanganyika. Les agences vont s'aligner sur deux des quatre zones géographiques déjà identifiées par le PDDRCS en collaboration avec le Gouvernement, les partenaires présents dans la province, en synergie avec les agences et organisations clés. Les leçons apprises de la mise en œuvre des interventions précédentes, notamment le programme SSKAT et autres, ainsi que la cartographie des services et interventions en cours, seront pris en compte pour la priorisation des zones. L'appui se fera selon les orientations du gouvernement et du P-DDRCS sur base d'un processus de consultation avec les communautés et la société civile dans une approche visant à *ne pas nuire* et d'équité. Des mesures spécifiques ci-dessous seront prises en compte dans toutes les étapes du projet :

¹⁹ Méthodologie: Les activités se feront à travers la mise en place d'espaces amis d'enfants dans les communautés, de points d'écoute pour recevoir les personnes ayant besoin d'appui psychosocial et psychologique, de focus group avec les communautés pour identifier les cas ; organisation des activités culturelle et récréatives avec la promotion de la culture locale.

- L'implication des autorités locales, leaders religieuses, des associations des femmes, des associations des jeunes dans le ciblage des bénéficiaires
- Le paquet d'intervention sera inclusif en impliquant les ex-combattants (Bantou et Twa) et les populations hôtes, les hommes, les femmes, les garçons et les filles (Bantous et Twa)
- Le renforcement des activités de prévention des conflits et de sensibilisation pour la cohabitation pacifique des ex-combattants et les populations hôtes des deux communautés Bantou et Twa

Afin de bénéficier des acquis des précédents projets en termes d'appropriation par les bénéficiaires et du renforcement des acquis des projets précédents, le projet va prendre en compte l'axe Kalemie-Nyunzu.

Le ciblage se fait au niveau des ex-combattants, des Enfants Associés aux Groupes et Forces Armées (EAFGA) et des membres des communautés hôtes. Pour les territoires ciblés la stratégie du PDDRCS a identifié 1,500 ex-combattants pour 2,400 personnes des communautés hôtes en appliquant le ratio 60% des communautés et 40% des ex-combattants pour un total de 3,900 personnes.

- Ex-combattants désagrégation par sexe et vulnérabilité disponible après atelier de validation des listes
- 200 Enfants (estimation 40% jeunes filles et 60 %garçons) Associés aux Groupes et Forces Armées-EAFAG (de 15 ans et plus), 50 % des Twa et 50 % des Bantoue.
- Les communautés hôtes
 - Comités locaux villageois et leaders communautaires
 - Femmes et Hommes
 - Enfants (jeunes filles et garçons) de 15-17 ans
 - Bénéficiaires en situation de vulnérabilité
- Le projet couvrira le besoin de 2,000 personnes dont 1,200 (600 OIT, 300 FAO, 300 UNICEF) des communautés hôtes et 800 ex-combattants
- 800 ex-combattants dont 480 bantous et 320 Twa (192 filles/femmes bantous- 288 garçons/hommes bantous ; 128 filles/femmes Twa- 192 garçons/hommes Twa)

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

- a) **Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre** – indiquez les agences bénéficiaires directes et leurs partenaires de mise en œuvre (internationaux et locaux), clarifier qui est l'agence chef de file, et expliquer ces choix, sur base des mandats, expertise, connaissance du terrain local, et capacités existantes. Veuillez remplir le tableau ci-bas pour chaque organisation bénéficiaire du projet.

Organisation bénéficiaire	Budget total dans l'année précédente	Sources principales du budget (donateurs etc.)	Emplacement des bureaux dans le pays	Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)	Experts techniques existants pertinents au projet
Organisation de convocation : UNICEF (Fonds des nations unie pour l'enfance)	225 millions de USD	Grande Bretagne, Banque Mondiale, Canada, Japon,	1 bureau de représentation en RDC à Kinshasa. 12 bureaux de terrain : Ouest	412 staffs au total en RDC et 29 dans le Tanganyika au bureau de	Chef du bureau terrain, Spécialiste planification suivi et évaluation,

		Suède, France, UE, USAID, CERF, Fonds Humanitaire, GPE	Kinshasa, Equateur, Beni, Kalemie, Mbandaka, Kisangani, Bukavu, Goma, Kananga, Lubumbashi, Mbuji Mayi et Bunia	terrain de Kalemie	Administrateurs de programme Wash, Education, Protection, Social Behaviour Change, Chargé des Operations
Partenaires d'exécution					
Caritas Kalemie	US\$ 3, 398,960	UNICEF CORDEID USAID/CRS Fonds mondial UE Caritas Autriche FAO Misereor	Tanganyika, Kalemie, Moba et Nyunzu	160 staffs	Directeur, Charge des ressources humaine, Charge des programmes Chef des projets
AVREO	US\$ 800, 000	UNICEF, Fond humanitaire	Tanganyika, Sud Kivu et kasai central	52 staff	Directeur pays Charge de la protection Operation manager
Organisation bénéficiaire : FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)	US\$ 119,6 37,130	Allemagne, Banque Mondiale, BAD, Canada, PBF, Suède, Norvège, UE, USAID, CERF, Fonds Humanitaire, CAFI, GAFSP, GEF, Italie, France, Belgique	1 bureau de Représentation en RDC à Kinshasa. 17 bureaux de terrain : Goma, Beni, Bunia, Bukavu, Uvira, Kalemie, Kabalo, Nyunzu, Libenge, Gemena, Mbandaka, Gbadolite, Tshikapa, Kwilu, Kananga, Kikwit, Walikale	250 staffs au total en RDC et 16 dans le Tanganyika dont 6 à Kalemie, 5 à Nyunzu, 5 à Kabalo	La FAO est constituée d'un grand nombre d'experts techniques dans le domaine agropastoral (professeurs, docteurs, spécialistes, les techniciens de développement) et des experts dans la mobilisation communautaire , paix et conflit, intégration socio-économique, Solutions durables, Gestion de

					l'environnement, Genre et communication qui vont contribuer à la réussite de ce projet
Partenaires d'exécution :					
JSD Grands Lacs	US\$ 586,592	Agences, Fonds et Programmes du Système des Nations Unies, les ONG Internationale, ONG nationales, financement propre	Tanganyika (Kalemie), Sud-Kivu (Bukavu, Fizi, Uvira, Walungu et Mwenga), Kwilu (Kikwit, Gungu), Kasai (Tshikapa, Mweka et Luebo), Nord-Kivu (Goma)	52 agents	La JSD dispose d'un personnel mixte constitué de 42 Agents permanents, qualifié et expérimenté en matière de mobilisation communautaire et accompagnement des bénéficiaires dans la production agricole sensible à la nutrition au regard des disciplines suivies dans leurs cursus académiques (Sciences agronomiques, agroéconomiques, développement rural, planification régionale, Science des Gestion etc). Ces expériences multiples sont similaires aux différents programmes accompagnés dans la zone du projet

Girls Community	US\$ 527,000	Agences, Fonds et Programmes du Système des Nations Unies, les ONG Internationale, ONG nationales, financement propre	Tanganyika et Kinshasa	24 staffs	Expertise dans le domaine de l'autonomisation socio-économiques des femmes et jeunes, expertise dans le domaine de droits humains, santé mentale, formation en métiers et technologies environnementales (énergie renouvelable, recyclage des déchets), agriculture, aquaculture, agroforesterie, et agroalimentaire.
RJAE	US\$ 196,000	Agences, Fonds et Programmes du Système des Nations Unies, les ONG Internationale, ONG nationales, financement propre	Sud-Kivu (Bukavu), Tanganyika (Kalemie)	11 staffs Tanganyika,	La structure est constituée des experts en journalisme, communication et médias, des experts dans l'accompagnement des projets de cohabitations pacifiques, enfants en difficultés,
ONG KISALU	US\$ 126,000	Agences, Fonds et Programmes du Système des Nations Unies, les ONG Internationale, ONG nationales, financement propre	Tanganyika (Kalemie), Kinshasa (Kinshasa)	18 staff dont 10 au Tanganyika	La structure dispose du personnel qualifié dans le travail tel que : études, suivi et évaluations, enquêtes, analyse

Ministère de l'agriculture, pêche et élevage		Gouvernement de la RDC, Agences, Fonds et Programmes du Système des Nations Unies, les ONG Internationales	Kinshasa, Tanganyika (Kalemie, Nyunzu)		Le ministère dispose du personnel qualifié dans son domaine qu'il disponibilise pour superviser ou encadrer les bénéficiaires sur terrain
Organisation bénéficiaire : OIT	30 millions de USD	Banque Africaine de Développement (BAD) Banque Mondiale, Belgique Etats Unis (USDOL) Allemagne (BMZ)	1 bureau de représentation en RDC à Kinshasa. 1 bureau de projet à Lubumbashi 1 bureau de projet à Kolwezi ; 1 bureau de projet à Tshikapa	37 staffs au total en RDC	Le bureau de Kinshasa dispose d'un d'une équipe d'appui technique basée à Yaoundé et à Genève ; Protection sociale, travail des enfants ; Normes internationales du travail, paix et résilience ; emploi; Skills; développement des entreprises;
Partenaires de mise en œuvre					
Ministère de l'emploi, Travail et Prévoyance Sociale	US\$ 300,000	Gouvernement	Kinshasa	20 staffs dédiés	Appui à l'inspection du travail, à la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle et à la mise en place des mécanismes d'appui à la mise en œuvre de la CSU
Conseil National de la Couverture Santé Universelle	US\$ 320,000	Entité gouvernementale	Kinshasa	5 staffs dédiés	Appui à la mise en œuvre de la couverture santé universelle

Observatoire congolais pour l'environnement	US\$ 60,000	ONG Locale		8 staffs dédiés	Bibliothèque numérique pour diffuser les rapports et études dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants dans les mines
HERAPIN	US\$ 30,000	ONG Locale	Lualaba	6 staffs dédiés	Domaine humanitaire et travail des enfants dans les mines
PACT Congo	US\$ 723'000	ONG internationale	Lualaba	5 staffs dédiés	Travail des enfants dans les mines
INPP	US\$ 250,000	Entité Gouvernementale	Kitona Kamina	10 formateurs	Formation entrepreneurial des ex-combattants démobilisés

NB : Les partenaires d'exécution listés ici le sont à titre indicatif et identifiés dans le processus de consultation. Les partenaires de mise en œuvre seront sélectionnés après appel à manifestation ou selon le processus de sélection directe par les agences.

b) Gestion et coordination du projet

L'UNICEF assure le lead du projet et sa coordination générale en maintenant une communication avec le Secrétariat PBF. Le projet sera conjointement mené par UNICEF, FAO et l'OIT qui sont les trois agences d'exécution du projet. Chaque agence d'exécution est responsable d'assurer la gestion de ses activités du projet qui lui sont confiées à part égale de 600,000 USD pour la mise en œuvre du projet. La répartition des rôles et responsabilités entre les trois agences dans l'exécution des activités se fait sur la base des mandats des agences, de leur expertise et valeur ajoutée. L'ensemble des acteurs étatiques, institutionnels, administratifs et communautaires a été consulté pour l'élaboration de ce projet conjoint et leur participation sera également assurée tout au long de la mise en œuvre du projet ainsi qu'au moment de la clôture du projet.

Il s'agit notamment :

- Du Ministère du Budget, Plan et Petites Et Moyennes Entreprises,
- Division Provinciale du Budget, Plan et Petites et Moyennes Entreprises du Tanganyika Du Ministère et Inspection de L'agriculture, Pêche et Elevage et les divisions provinciales correspondantes,
- Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage
- Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale
- Branche technique du Ministère des Affaires Sociales-Direction des Interventions Sociales pour la Protection de l'Enfant (DISPE)
- De l'Institut National De Préparation Professionnel Tanganyika (INPP),
- Des ONG locales partenaires d'exécution ainsi que les représentants des communautés.

- Du PDDRC-S/au niveau national et provincial

Plusieurs mécanismes de gestion et de coordination du projet conjoint sont définis.

Il s'agit de :

- Un (1) Comité de Pilotage qui assure le suivi de l'atteinte des résultats du projet. Il réunit l'ensemble des parties prenantes au programme (UNICEF, FAO, OIT, gouvernement provincial du Tanganyika, PDDRC national et provincial, Société Civile et ONG notamment). Il sera mis en place au niveau de Nyunzu et présidé par l'administrateur du territoire sous le leadership de la division provinciale du plan. Il a pour responsabilité, la coordination et l'harmonisation des interventions, le suivi vers l'atteinte des progrès dans l'exécution du programme, l'approbation des rapports techniques et financiers périodiques, le pouvoir de proposer des orientations/réajustements stratégiques dans la mise en œuvre du projet.

- Un (1) Comité Technique qui assure la coordination dans la mise en œuvre des activités et la cohérence des interventions. L'ensemble des agences d'exécution prend part à ces réunions techniques régulières qui visent à faire le suivi du plan de travail, à assurer la coordination et cohérence des interventions et à formuler si nécessaires des recommandations à l'attention du Comité de Pilotage.

Pour UNICEF :

- Au niveau national, l'équipe est composée d'un administrateur chargé du programme de protection de l'enfance (NOB) qui assurera la coordination en interne et inter-agence du projet sous la supervision de la manager protection dans les urgences (P4).

- Au niveau provincial à Kalemie, d'un administrateur chargé du programme de protection de l'enfance (NOB-60%) qui assurera la coordination en interne et inter-agence du projet sous la supervision d'un spécialiste protection de l'enfant (P3-TA) et de la cheffe de bureau (P4)

- une équipe basée à Nyunzu composée d'un chargé de projet (NOB-30%) et d'un chauffeur (G2-30%).

Pour la FAO :

- Au niveau national l'équipe est composée d'un chargé des opérations P4 (opérations, coordination et reporting), un chargé de suivi et de l'évaluation du projet P3, un chargé des programmes (les 3 non pris en charge par le projet) et le chargé de projet (G8-3 et principal point focal du projet à la FAO).

- Au niveau provincial :

Le chargé de mise en œuvre du projet (G8-2 basé à Kalemie) et le chargé de projet (G8-3 et principal point focal du projet à la FAO) sont les deux points focaux de la coordination du projet qui seront prises en charge par le projet à hauteur de 15.6%.

Pour OIT, au niveau du Tanganyika, le projet sera constitué d'une équipe restreinte composée de: i) Un(e) coordonnateur national (NOA), doté(e) d'une parfaite maîtrise des outils de l'OIT et du concept du travail décent dans le contexte DDR, avec une expérience dans la gestion de projets et disposera de compétences avérées dans le domaine de l'insertion socioéconomique, de la formation professionnelle, de l'appui aux MPME, IMFs et aux organisations des petits producteurs y compris en zone rurale, ii) un (e) assistant(e) administration/finance (G5) pour la gestion administrative et financière du projet y compris le patrimoine.

c) Gestion des risques

Risque spécifique au projet	Niveau de risque (faible, moyen, élevé)	Stratégie d'atténuation (y compris les considérations Ne Pas Nuire)
-----------------------------	---	--

Actions et comportements frauduleux des partenaires réduisant l'efficience et l'efficacité de la mise en œuvre du programme	Moyen	Mise en place de stratégie de lutte contre la fraude orientée vers tous les partenaires (ONG, partenaires sociaux et gouvernement), les prestataires de services
Exploitation ou abus sexuels par les partenaires laissant aux victimes des expériences psychologiques traumatisantes	Moyen	<p>Mise en place d'un certain nombre de mesures visant à lutter contre l'exploitation et les abus sexuels, notamment ;</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Formation obligatoire sur la Protection contre l'Exploitation et Abus Sexuels (PEAS) pour les partenaires 2) Nomination de points focaux au niveau des partenaires chargés de la prévention et du suivi de l'Exploitation et Abus Sexuels (EAS) 3) Déclaration signée par tous les partenaires s'engageant à prévenir l'EAS et la PSEA incorporée dans tous les accords de partenariat 4) Renforcement de la coordination externe avec les partenaires sur la PEAS 5) Évaluations PEAS des partenaires de mise en œuvre 6) Engagement communautaire sur la PEAS 7) Coordination inter-agences et coordination avec les acteurs humanitaires sur la PEAS 8) Communication accrue et systématique avec les partenaires, les donateurs et les communautés sur les actions PEAS 9) Affectation d'au moins 5% du budget sur l'opérationnalisation du plan d'action genre et PSEA (UNICEF)
Fraude, détournement ou vol de fonds par le partenaire de mise en œuvre compromettant la qualité des résultats du programme	Moyen	<p>Les agences récipiendaires renforceront davantage les activités d'assurance qualité auprès des partenaires d'exécution</p> <p>Renforcer davantage le suivi et la mise en place de mesures d'atténuation de risques de fraude, détournement ou vol</p> <p>Païement en plusieurs tranches</p> <p>Païement direct aux bénéficiaires</p>
Faible volonté d'implication/participation des parties prenantes essentielles (ex-combattants, communauté twa ou bantoue, services étatiques) pouvant conduire à l'échec du projet	Faible	<p>- Mise en place du comité de coordination et de suivi regroupant toutes les parties prenantes y compris celles qui sont étatiques. Ce comité sera présidé par l'administrateur du territoire</p> <p>- Implication de la société civile du territoire de Nyunzu ainsi que du réseau des peuples Twa et bantoue dans le processus</p>
Crise sécuritaire et résurgence des conflits armés dans certaines localités pré et post élections	Elevé	-Renforcement de la transparence et la communication autour de la crédibilité du programme.

		-Surveillance de la situation en matière de sécurité avec l'UNDSS et les habitants
Potentiel « Backlash » des communautés / hommes contre l'accompagnement des femmes / Twa ou entre les 2 communautés (principe de Do no harm)	Moyen	Améliorer la communication sur le projet auprès des 2 communautés et des autorités en veillant à leurs implications dans tout le processus. Le respect de principe de « Do no harm » sera pris en compte dans toutes les analyses et interventions particulièrement d'inclure la participation active des ex-combattants
La demande d'un soutien excessif de la part des autorités chargées d'impliquer le gouvernement dans le processus	Moyen	Travailler en amont avec la hiérarchie des services gouvernementaux en charge de la planification ainsi qu'avec les responsables ethniques au niveau provincial et national afin d'établir, au cours d'un atelier de validation, une liste et un nombre désagrégé de bénéficiaires sur la base de critères de sélection. Suivre et rapporter tout blocage au niveau des réunions de coordination et pilotage.
Risque de stigmatisation des anciens combattants		Travailler en amont avec les partenaires de la société civile et du gouvernement pour que le système d'identification de référencement et l'assistant des anciens combattants permettent de garantir la confidentialité.

d) Suivie / évaluation

L'UNICEF en tant qu'agence lead du projet assurera la coordination d'ensemble du processus de suivi et évaluation du projet en veillant à garantir la disponibilité des données de référence/de base ainsi que les exigences de l'évaluation finale externe du projet. Le PDDRCS, les services de l'Etat, les Agences des nations Unies (UNICEF, FAO et OIT) et les acteurs impliqués seront associés dans la coordination et dans le suivi des interventions conjointes. Le budget dédié aux activités de suivi-évaluation du projet est de US\$ 200,000 soit 10% du budget global du projet.

Un système efficace de rapport, d'évaluation et de suivi basé sur la méthodologie de Gestion Axée sur les Résultats (GAR) sera mis en place pour garantir que les résultats sont atteints, que les progrès sont mesurés tout au long du processus de mise en œuvre et que les enseignements tirés sont partagés. Pour cela, un cadre sera conçu de façon à mesurer la réalisation des activités, des produits, des résultats tels que détaillés dans le cadre logique.

Chaque agence d'exécution est responsable d'assurer le suivi des activités du projet qui lui sont confiées, disposant le budget, et de pouvoir rapporter sur les progrès réalisés dans l'exécution du programme conjoint. Toutes les activités liées au suivi et évaluation du projet se feront en pleine

transparence et collaboration avec les structures du P-DDRCS. Ces mêmes structures seront conviées aux différentes missions de suivi conjointes qui seront organisées chaque semestre pour évaluer la qualité des résultats du projet. Des réunions de planification et de coordination techniques seront également organisées à Kalemie ou Kinshasa pour planifier la mise en œuvre des activités du projet. Après le lancement du projet, une réunion sera organisée avec comme objectif de : préparer un plan de travail détaillé, en étroite consultation avec toutes les parties prenantes ; affiner la stratégie de mise en œuvre du projet et l'arrangement institutionnel ; affiner le cadre de résultat du projet et l'utiliser comme base pour élaborer un cadre complet de suivi et d'évaluation afin de saisir les résultats à tous les niveaux (extrants, résultats et impacts).

Des outils de collecte de données seront définis conjointement (en étroite collaboration avec le responsable du S&E au P-DDRCS) ainsi qu'un schéma de communication et de partage des données entre les agences d'exécution. Conformément aux procédures de l'UNICEF, de la FAO et de l'OIT, les partenaires de mise en œuvre soumettront des rapports périodiques (semestriels et annuels) sur la réalisation des activités (PTA), l'utilisation des fonds alloués et les progrès atteints au regard des cibles définies. Un système efficace de rapport, d'évaluation et de suivi axé sur les résultats sera mis en place pour garantir que les résultats sont atteints, que les progrès sont mesurés tout au long du processus de mise en œuvre et que les enseignements tirés sont partagés. Pour cela, un cadre sera conçu de façon à mesurer la réalisation des activités, des produits, des résultats tels que détaillés dans le cadre logique. Les agences définiront les données quantitatives et qualitatives qui peuvent être collectées par le projet pour analyser sa contribution aux domaines de priorité du PBF.

Ces rapports seront consolidés par la coordination globale du projet avec l'ensemble des informations pertinentes recueillies en parallèles. L'ensemble alimentera le rapport annuel du projet qui se composera des performances réalisées au regard des résultats attendus, d'une analyse systématique de l'évolution des indicateurs, de l'explication de tout gap éventuel, des contraintes et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre, des expériences réussies et des pratiques prometteuses.

En matière d'assurance qualité du programme conjoint, les éléments suivants seront mis en œuvre :

- a. En l'absence de données de référence précises, le projet procédera à un exercice préliminaire de collecte de données pour définir les données de référence de chaque indicateur de produit.
- b. Une évaluation de la qualité enregistrera chaque trimestre les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats clés, basée sur les critères de qualité et les méthodes consignées dans le tableau de gestion de la qualité.
- c. Un journal des problèmes sera activé et mis à jour par les différentes agences de mise en œuvre afin de faciliter le suivi et la résolution de problèmes potentiels ou des demandes de modification.
- d. Un journal des risques fondé sur une analyse initiale des risques sera élaboré et régulièrement mis à jour en fonction des facteurs de l'environnement externe qui pourraient affecter la réalisation du projet.
- e. Un rapport trimestriel d'avancement fondé sur les informations susmentionnées et enregistrées sera soumis par le coordinateur de projet au comité de projet par le biais de l'assurance projet.
- f. Un journal des leçons apprises et bonnes pratiques sera régulièrement mis à jour pour assurer l'apprentissage et l'adaptation continus au sein des deux organisations et faciliter la préparation du rapport sur les enseignements à la fin du projet.
- g. Un plan de suivi du calendrier sera défini et mis à jour afin de suivre les actions/événements clés en matière de gestion.
- h. Un plan de suivi et évaluation incluant les évaluations, les rapports, les missions de suivi et de coordination sera défini annuellement.

- i. Au cours du dernier mois de la mise en œuvre du projet, une évaluation indépendante finale sera effectuée sous le lead de l'UNICEF. L'objectif principal de l'évaluation indépendante finale sera d'évaluer les résultats (extrants) générés à partir de ce projet par rapport aux critères suivants : l'efficacité, l'efficience, la pertinence, l'impact et la durabilité, la sensibilité aux conflits, le degré de risque et d'innovation, l'effet catalytique. Surtout l'évaluation examinera l'impact du projet en termes de consolidation de la paix dans la province. Cette évaluation finale et les rapports trimestriels seront utilisés comme outils de partage des connaissances.

e) Stratégie de fin de projet / durabilité

L'ensemble des activités développées par le projet sont conçues dans un souci de pérennité et de durabilité. L'objectif de désengagement se matérialise par un processus intégré de transmission de compétences et de moyens en vue d'en garantir la pérennité de la gestion des activités par les bénéficiaires eux-mêmes. Un retrait programmé et concerté du projet sera mis en place pour permettre une gestion durable et autonome par les bénéficiaires.

En impliquant les institutions et les parties prenantes aux niveaux local et national, dont la capacité sera renforcée pour fournir des services de soutien plus adaptés aux bénéficiaires, le projet facilitera la reproduction des différentes approches dans le cadre de l'autonomisation socio-économique des populations cibles.

Le projet va générer également des leçons tirées pour les futures initiatives nationales portant l'accent sur les ex- combattants, femmes et les jeunes.

Les interventions telles que les sensibilisations des populations, les activités d'autonomisation des femmes afin de répondre aux problèmes basés sur le genre, le renforcement du leadership des Twa et Bantou afin de mieux représenter leurs communautés et de s'engager dans la résolution des conflits, le développement de structures de dialogue inclusives et représentatives permettront d'avoir des résultats durables sur la confiance intercommunautaire et la coexistence pacifique dans l'optique de la consolidation de la paix

Le projet est fondé en partie sur une utilisation efficace et efficiente des outils de l'OIT, lesquels seront inscrits dans une dynamique de d'institutionnalisation dans les établissements de formation, les organisations patronales et les chambres d'agriculture, les ministères sectoriels clés qui intégreront les méthodologies dans leurs budgets et programmes. La dotation de ces acteurs d'un pool de formateurs assurera la pérennisation technique, le développement des marchés et la mise en place d'un dispositif de suivi structuré dans le cadre des actions post formation et facilitera la pérennisation financière (les entreprises, unions et coopératives financeront à long termes les services offerts par les conseillers d'entreprises et/ou conseillers agricoles).

Le programme privilégiera un transfert progressif des compétences à la partie nationale au travers d'une proche collaboration dans la mise en œuvre du projet (consultations, comité de pilotage, comité technique, etc.). Ils seront mieux outillés pour pérenniser les acquis et contribuer à l'élargissement des meilleures pratiques sur une large couverture nationale et régionale en :

- Travaillant avec et par le biais des ex-combattants et des groupes communautaires hôtes constitués de femmes, jeunes et d'hommes avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes, le projet renforcera leur capacité à fournir un soutien continu à leurs membres qui ont participé aux activités du projet. Les bénéficiaires seront effectivement liées aux prestataires de services ruraux et à d'autres acteurs liés au projet pour assurer des améliorations tangibles de leur réintégration socio-économique et leur statut économique et social.

- Impliquant les institutions et les parties prenantes aux niveaux local et national, dont la capacité sera renforcée pour fournir des services de soutien plus adaptés aux bénéficiaires, le projet facilitera la reproduction des différentes approches utilisées dont celle de l'autonomisation socio-économique des femmes et jeunes dans d'autres provinces et dans d'autres chaînes de valeurs agricoles.
- Alignant le programme sur les politiques et programmes de développement rural à grande échelle (y compris les investissements ruraux et les interventions en faveur de l'emploi), l'institutionnalisation et l'intensification de l'approche des programmes seront encouragées. Le projet va générer également des leçons tirées pour les futures initiatives nationales avec accent sur les femmes et les jeunes ruraux.

IV. Budget du projet

Rubriques	Totaux
1. Personnel et autres employés	\$ 383,638
2. Fournitures, produits de base, matériels	\$ 62,153
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	\$ 25,600
4. Services contractuels	\$ 265,825
5. Frais de déplacement	\$ 124,248
6. Transferts et subventions aux homologues	\$ 649,163
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	\$ 358,532
Sous-budget total du projet	\$ 1,869,159
Coûts indirects (7%-6.5%):	\$ 130,841
TOTAL	\$ 2,000,000

Ce projet a été développé en respectant strictement le rapport qualité/prix et en veillant à ce que la plus grande partie possible du budget du projet aille directement aux bénéficiaires. Quelques faits en témoignent :

1. Les coûts de personnel et autres employés, ainsi que les coûts de déplacement, représentent 19%, bien en dessous de la limite recommandée de 30%.
2. Un montant conséquent a été alloué au budget voyage pour la mise en œuvre des activités et pour le suivi de ces dernières afin d'en assurer la qualité.

En outre, le fait que 46% du budget aille soit à des entrepreneurs locaux, soit à des partenaires de mise en œuvre qui sont pour la plupart des ONG locales ou des entités gouvernementales, témoigne des conditions favorables identifiées par le projet pour une appropriation gouvernementale et locale du projet et de son impact continu.

Annexe A. Liste de contrôle de l'état de préparation de la mise en œuvre du projet

Question	Oui	Non	Commentaire
Planification			
1. Tous les partenaires d'exécution ont-ils été identifiés ? Sinon, quelles sont les étapes restantes et le calendrier proposé ?	X		Les partenaires seront identifiés une fois les fonds disponibles
2. Les mandats du personnel clé du projet ont-ils été finalisés et prêts à être publiés ? Veuillez joindre à la soumission		X	En cours de finalisation pour OIT mais déjà sur place pour FAO et UNICEF
3. Les sites du projet ont-ils été identifiés ? Sinon, quel sera le processus et le calendrier	X		
4. Les communautés locales et les bureaux gouvernementaux ont-ils été consultés / sensibilisés sur l'existence du projet ? Veuillez indiquer quand cela a été fait ou quand cela sera fait.	X		Les consultations se sont tenues au niveau national à Kinshasa de même qu'au niveau provincial dans la province du Tanganyika.
5. Une analyse / identification préliminaire des leçons apprises / des activités existantes a-t-elle été effectuée ? Sinon, quelle analyse reste-t-il à faire pour permettre la mise en œuvre et le calendrier proposé ?	X		Leçons apprises du processus de mise en œuvre de Solutions Durables, et Initiative 1 et 2
6. Les critères des bénéficiaires ont-ils été identifiés ? Sinon, quels seront le processus et le calendrier	X		Propositions reçues du Ministère du plan et PDDRC finalise lors d'un atelier de validation au début de la mise en œuvre du projet
7. Des accords ont-ils été conclus avec les homologues gouvernementaux concernés concernant les sites de mise en œuvre du projet, les approches, la contribution du gouvernement ?	X		
8. Des dispositions claires ont-elles été prises sur l'approche de mise en œuvre du projet entre les organisations bénéficiaires du projet ?	X		
9. Quelles autres activités préparatoires doivent être entreprises avant que la mise en œuvre effective du projet puisse commencer et combien de temps cela prendra-t-il ?		N/A	
Genre			
10. L'expertise de l'ONU en matière de genre a-t-elle influencé la conception du projet (par exemple, un conseiller / expert / point focal en matière de genre ou un collègue d'ONU Femmes a-t-il apporté sa contribution) ?	X		Oui l'expert genre de UNICEF a été associée dans la formulation du document projet
11. Des consultations avec des femmes et / ou des organisations de jeunesse ont-elles éclairé la conception du projet ?	X		Les organisations féminines à Kinshasa et dans les zones ciblées
12. Les indicateurs et cibles du cadre de résultats sont-ils ventilés par sexe et par âge ?	X		
13. L'annexe budgétaire comprend-elle des allocations vers GEWE pour toutes les activités et des justifications claires des allocations GEWE ?	X		

Annexe B. Liste de contrôle de l'optimisation des ressources du projet PBF (« Value for Money »)

Question	Oui	Non	Commentaire
1. Le projet a-t-il une justification narrative du budget, qui fournit des informations supplémentaires spécifiques au projet sur tout choix budgétaire majeur ou des coûts de personnel, de fonctionnement ou de déplacement plus élevés que d'habitude, afin d'expliquer comment le projet garantit l'optimisation des ressources ?	X		
2. Les coûts unitaires (par exemple pour les voyages, les services de consultants, l'achat de matériel, etc.) sont-ils comparables à ceux utilisés dans des interventions similaires (soit dans des contextes nationaux similaires, au sein des régions, soit dans des interventions antérieures dans le même contexte national) ? Sinon, cela doit être expliqué dans la section narrative du budget.	X		
3. Le budget proposé est-il proportionné aux résultats escomptés du projet et à la portée du projet (par exemple, nombre, taille et éloignement des zones géographiques et nombre de bénéficiaires directs et indirects proposés) ? Fournissez vos commentaires.	X		
4. Le pourcentage de personnel et de frais de fonctionnement de l'agence des Nations Unies récipiendaire et de tout partenaire d'exécution est-il clairement visible et raisonnable pour le contexte (e.g. pas plus de 20% pour le personnel, et coûts raisonnables pour les voyages et coûts opérationnels directs) à moins d'être bien justifiés dans la section narrative) ?	X		
5. Les frais de personnel sont-ils proportionnels à la quantité de travail requise pour l'activité ? Et le projet utilise-t-il du personnel / une expertise locale plutôt qu'internationale lorsque cela est possible ? Quelle est la justification du recours à du personnel international, le cas échéant ?	X		
6. Le projet propose-t-il l'achat de matériaux, d'équipements et d'infrastructures pour plus de 15% du budget ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les mesures prises pour garantir l'optimisation des ressources dans le processus de passation des marchés et leur entretien / utilisation durable pour la consolidation de la paix après la fin du projet.		X	
7. Le projet propose-t-il l'achat d'un ou de plusieurs véhicules pour le projet ? Si oui, veuillez expliquer pourquoi les véhicules / véhicules de location existants ne peuvent pas être utilisés.		X	
8. Les agences d'exécution ou la mission des Nations Unies apportent-elles une source supplémentaire de financement / soutien en nature non PBF au projet ? Veuillez expliquer ce qui est fourni. Et si non, pourquoi pas.	X		

Annexe B.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially close a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations’ headquarters);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in

		consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates:

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).

Annexe B.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report Q1 expenses (January to March)
31 July	Report Q2 expenses (January to June)
31 October	Report Q3 expenses (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation.

- Has a current valid registration as a non-profit, tax-exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches).
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant.
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project-based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project.²⁰
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought.
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

²⁰ Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe C : Cadre de résultats du projet (DOIT inclure des cibles de données ventilées par sexe et par âge)

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
<p>Résultat 1: Les ex-combattants cohabitent pacifiquement et bénéficient d'un accès équitable aux opportunités socioéconomiques avec les membres des communautés hôtes</p> <p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue) ODD n° 2 luttent contre la faim ; ODD n°4 - Éducation de qualité ODD n° 8-Travail décent et croissance économique ODD n°10 - Inégalités réduites ODD n°16 - Paix, justice et institutions efficaces</p> <p>(Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)</p>		<p>Indicateur 1 a : % des ex-combattants réintégrés désagregés par âges et sexes ayant bénéficié des opportunités socio-économiques équitables avec les membres de communautés hôtes</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 90 % (25% des hommes ex-combattants hommes, 25% des ex-combattants garçons, 10% pour les femmes ex-combattantes, 10% des ex-combattantes filles et 10% hommes/garçons et 10% femmes/filles membres des communautés hôtes)</p>	<p>Fiche de suivi, différents rapports d'activités, Enquête</p> <p>Fréquence de collecte : Annuelle</p>	<p>S1 S2:45% S3 S4: 90%</p>
		<p>Indicateur 1 b : % d'enfants ex-combattants de 15 ans et plus, désagregé par sexe et âge, ayant bénéficiés d'une meilleure réinsertion dans la communauté hôte</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 90% dont 70% garçons et 20% de filles</p>	<p>Rapports d'activités</p> <p>Fréquence de collecte : Semestrielle</p>	<p>S1 S2: 45% S3 : S4: 90%</p>

		Indicateur 1 c : %des jeunes, filles et garçons ex-combattants , qui estiment qu'ils sont traités de façon équitable Niveau de référence : tbd Cible :90% dont 70% garçons/hommes et 20% filles	Rapports d'activités Fréquence de collecte : Semestrielle	S1 S2:45% S3 : S4: 90%
	Produit 1.1 Des opportunités socio-économiques contribuant à une meilleure réintégration des ex-combattants sont identifiées Activité 1.1.1: Réaliser une étude sectorielle de marché afin de déterminer les causes profondes, les barrières ainsi que les opportunités socio-économiques pour une meilleure réintégration des ex-combattants et le renforcement de la cohésion sociale	Indicateur 1.1.1 a: l'analyse de marché de l'emploi réalisée (OUI/NON) Niveau de référence : 0 Cible : 1 Indicateur 1.1.1 b : étude pour déterminer les causes profondes et les barrières à la réintégration des ex-combattants Niveau de référence : tbd Cible : 1	Rapport d'étude Fréquence de collecte : Au début du projet Revue documentaire Fréquence de collecte : Au début du projet	S1: 1 S1 :1 S2 : S3 : S4
		Indicateur 1.1.2 Nombre d'études réalisées sur l'autonomisation économique des populations des sites de réintégration	Rapport d'activité Fréquence de collecte : Au début du projet	S1 :1 S2 : S3 : S4
	Activité 1.1.2: Réaliser une étude sur l'autonomisation économique des populations des sites de réintégration ciblés afin de déterminer les services financiers et non financiers disponibles	Niveau de référence :0 Cible :1		

	Produit 1.2 Un service de gestion de cas individuels pour accompagner les enfants sortis des groupes armés ainsi que les jeunes filles et garçons de même que les femmes et les hommes vulnérables des communautés des zones retour est mis en place via SICO.	Indicateur 1.2 Nombre de comite de gestion de cas mis en place Niveau de référence : 0 Cible : 2	PV d'installation du comite de gestion de cas Fréquence de collecte : A la fin du premier semestre	S1 : 2 S2 : S3 : S4 :
	Activité 1.2.1 : Assurer la prise en charge multi-sectorielle avec un accès aux services de santé mentale et psychosocial, médical, accès à l'éducation primaire pour les enfants identifiés par le programme y compris les enfants vulnérables de la communauté	Indicateur 1.2.1.a : Nombre d'enfants (filles et garçons) désagréé par sexe et âge, assistés individuellement Niveau de référence : 0 Cible : 350 (175 filles et 175 garçons)	Rapport d'activité Fréquence de collecte : Semestrielle	S1 :100 S2 :150 S3 :225 S4 :350
	Activité 1.2.2: Renforcer l'accès des femmes, filles et enfants	Indicateur 1.2.1.b : Nombre d'enfants désagréé par sexe et âge, ayant bénéficié des activités de santé mentale et psychosociale Niveau de référence : 0 Cible : 1,000 Indicateur 1.2.2 Nombre de femmes, filles et enfants survivants de VBG ayant accès aux soins appropriés	Rapport d'activité Fréquence de collecte : Semestrielle	S1: 250 S2: 500 S3 : 750 S4 : 1,000 S1 : 30 S2 : 60 S3 : 90 S4 : 120

	survivants de VBG, y compris ceux ou celles qui ont été associées aux groupes armés, aux services de prise en charge et mécanismes communautaires de référencement.	Niveau de référence : 0 Cible : 120		
	Produit 1.3 Les initiatives socio-économiques communautaires et individuelles sont identifiées et soutenues pour une meilleure réintégration des ex-combattants	Indicateur 1.3 a : Nombre des personnes ayant d'initiatives socio-économiques individuelles et mixtes accompagnées et opérationnelles Niveau de référence : 0 Cible : 450 (225 hommes et 225 femmes) Indicateur 1.3.b: Nombre de centres de formation professionnelle ayant intégré les cours de cohésion sociale et de cohabitation pacifique dans leur curricula de formation Niveau de référence : 0 Cible : 20	Rapport d'identification Rapport de sélection Fréquence de collecte : Semestrielle	S1: 100 S2: 200 S3: 300 S4: 450 S1: 05 S2: 10 S3: 15 S4: 20
	Activité 1.3.1: Assurer l'évaluation individuelle des capacités, compétences et besoins en formation pour l'orientation professionnelle des ex-combattants et les groupes vulnérables de la communauté	Indicateur 1.3.1.a: Nombre de filières de formation identifiées Niveau de référence : 0 Cible : 5 Indicateur 1.3.1.b: Nombre de personnes (d'ex combattant et membre des communautés hôtes)	Rapport d'identification Rapport de sélection Fréquence de collecte : Semestrielle	S1 : 5 S1: 50 S2: 100

	vers les métiers utiles et pertinents	désagrégé par sexe et âge, orientées et intégrées Niveau de référence : 0 / Cible : 150 (75 hommes et 75 filles)		S3: 150
	Activité 1.3.2 : Adapter les outils de formation en entrepreneuriat de l'OIT (GERME, COOP) en intégrant un module de paix et de cohésion sociale	Indicateur 1.3.2: Nombre de modules de formation développés ayant intégré la dimension « Paix et Cohésion sociale » Niveau de référence : 00 Cible : 05	Fiche de suivi, différents rapports d'activités Fréquence de collecte : Semestrielle	S1 : 5
	Activité 1.3.3: Adapter le guide de l'OIT « Promouvoir la cohésion sociale et la coexistence pacifique dans les contextes fragiles à travers la TVET » au contexte de la RDC et Former les praticiens de la formation professionnelle issus de l'INPP et des autres centres de formation professionnelle de la place à l'utilisation du guide adapté	Indicateur 1.3.3.a: Nombre de guide développé et adapté au contexte Niveau de référence : 00 Cible : 01		S1 : 1
		Indicateur 1.3.3.b : Nombre des praticiens désagrégé par sexe et âge, formés sur le guide Niveau de référence : 00 Cible : 25 (15 hommes et 10 femmes)	Fiche de suivi, différents rapports d'activités Fréquence de collecte : Semestrielle, Annuelle	S1 : 5 S2 : 1
		Indicateur 1.3.4.a : Nombre d'ex-combattants et des membres des communautés hôtes femmes et hommes sélectionnés Niveau de référence : 00	Fiche de suivi, différents rapports d'activités	S2: 150 (dont 50 ex-combattants)

	Activité 1.3.4: Sélectionner les jeunes, comprenant les ex-combattants et autres, sur la base des critères établis et établir le programme d'appui basé sur les besoins identifiés	<p>Cible : 550 (225 ex-combattants, 325 membres des communautés hôtes, 300 femmes, 250 femmes)</p> <p>Indicateur 1.3.4.b : Nombre de programmes d'appuis élaborés et validés</p> <p>Niveau de référence : 00</p> <p>Cible : 01</p>	Fréquence de collecte : Mensuelle	<p>S3: 300 (dont 100 ex-combattants)</p> <p>S4: 550 (dont 200 ex-combattants)</p>
	Activité 1.3.5 : Organiser des sessions de formation pour renforcer les capacités managériales de 500 jeunes femmes et hommes sélectionnés, y compris les compétences en matière de cohésion sociale et de coexistence pacifique	<p>Indicateur 1.3.5 : Nombre d'ex-combattants et membres des communautés hôtes désagré par sexe et âge, renforcés en entrepreneuriat individuel, collectif ou social</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 500 personnes dont 200 ex-combattants et 300 membres des communautés hôtes appartenant aux clubs Dimitra (hommes 100, femmes 200)</p>	Fiche de suivi, différents rapports d'activités	<p>S2: 150 (dont 50 ex-combattants)</p> <p>S3: 300 (dont 100 ex-combattants)</p> <p>S4: 500 (dont 200 ex-combattants)</p>
		<p>Indicateur 1.3.6 : Nombre d'ex-combattants et membres des communautés hôtes désagré par sexe et âge, renforcés dans les filières techniques sélectionnées.</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 500 personnes dont 200 ex-combattants et 300 membres des communautés hôtes appartenant aux clubs Dimitra (hommes 100, femmes 200)</p>	Fréquence de collecte : Semestrielle, Annuelle	
			Fiche de suivi, différents rapports d'activités	<p>S2: 150 (dont 50 ex-combattants)</p> <p>S3: 300 (dont 100 ex-combattants)</p> <p>S4: 500 (dont 200 ex-combattants)</p>

	<p>Activité 1.3.6: Renforcer les capacités techniques des jeunes femmes et hommes sélectionnés pour garantir la durabilité de leurs activités économiques (contractualisation avec les centres de formation professionnelle capacités à l'activité 1.3.3)</p> <p>Activité 1.3.7 : Faciliter le suivi post formation et appuyer la création des micro-entreprises individuelles et des unités de production mixtes par des groupes/associations/coopératives/communautés, leur et formalisation des groupes/associations des femmes et jeunes ainsi que leur accès aux marchés et services des organisations d'employeurs, ainsi que leur développement.</p> <p>Activité 1.3.8: Mettre en place des associations d'épargne et de crédit mixtes (AVEC)</p>	<p>Indicateur 1.3.7: Nombre d'initiatives socio-économiques appuyées ayant accédé aux marchés</p>	Semestrielle, Annuelle	S2 : 20
		<p>Indicateur 1.3.8. : Nombre d'AVEC mixtes mises en place</p> <p>Niveau de référence :0</p> <p>Cible : 20 (à raison de 25 personnes par AVEC, 500 membres au total, composées d'ex-combattants et communautés hôtes)</p>	<p>Fiche de suivi, différents rapports d'activités</p> <p>Fréquence de collecte : Semestrielle, Annuelle</p> <p>Fiche de suivi, différents rapports d'activités</p> <p>Fréquence de collecte : Semestrielle, Annuelle</p>	

<p>Résultat 2: La prévention des conflits et la promotion de la cohabitation pacifique entre les ex-combattants et les communautés hôtes sont assurées à travers des actions visant au dialogue social et à la participation communautaire</p> <p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant) ODD n° 2 lutte contre la faim ; ODD n° 4 - Éducation de qualité ODD n° 8-Travail décent et croissance économique ODD n°10 - Inégalités réduites ODD n°16 - Paix, justice et institutions efficaces</p> <p>(Recommandations de l' Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)</p>		<p>Indicateur 2 a : % de conflits et potentiels conflits entre ex-combattants et communautés hôtes prévenus ou résolus grâce au dialogue social et à la participation communautaire Niveau de référence : 0 Cible : 70%</p>	<p>Fiche de suivi, différents rapports d'activités, enquête Fréquence de collecte : Semestrielle, Annuelle</p>	<p>S1: S2:30% S3:50% S4:70%</p>
		<p>Indicateur 2 b : % des bénéficiaires (ex-combattants et des membres de communautés hôtes), désagré par sexe et âge, qui adoptent des attitudes de résolution pacifique des conflits, qui estiment se sentir confortable à vivre en cohésion avec les autres membres de communautés.</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 80%(10% des ex-combattants hommes, 10% des ex-combattants garçons, 5% des ex-combattantes femmes, 5% des ex-combattantes filles, 15% des hommes de communautés hôtes, 10% de garçons de communautés hôtes, 15% de femmes de communautés hôtes, 10% de filles de communautés hôtes)</p>	<p>Enquête auprès des bénéficiaires Fin de projet</p>	<p>S1 : S2 : S3 : 40% S4 : 80%</p>
		<p>Indicateur 2.1.1a: % des ex-combattants et les communautés hôtes désagré par sexe</p>	<p>Fiche de suivi, différents</p>	<p>S1 : S2 :30%</p>

		<p>et âge ayant participé aux activités visant le dialogue communautaire et la promotion de la culture de paix organisées par le projet</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 70% (20% hommes, 20 % garçons, 15% femmes et 15 % filles)</p>	<p>rapports d'activités</p> <p>Fréquence de collecte : Semestrielle, Annuelle</p>	<p>S3 :50%</p> <p>S4 :70%</p>
		<p>Indicateur 2.1.1.b : Nombre de personnes sensibilisées, désagréé par sexe et âge, sur la prévention des conflits et la cohabitation pacifique</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 5,000 (1250 hommes, 1250 garçons, 1250 femmes, 1250 filles)</p>		<p>S1 : 1,000</p> <p>S2 : 2,000</p> <p>S3 : 3,500</p> <p>S4 : 5,000</p>
	<p>Produit 2.1</p> <p>La promotion de la culture de la paix et de la cohabitation pacifique par les canaux de communication communautaires/ locales est assurée</p> <p>Activité 2.1.1: Organiser les activités de dialogues communautaires entre les ex-combattants et les communautés hôtes dans les différents clubs Dimitra pour renforcer le vivre ensemble (échanges culturelles, théâtre participatif, dialogues</p>	<p>Indicateur 2.1.2 a : Nombre de clubs Dimitra mis en place et fonctionnels</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 20 (à raison de 25 personnes par Club, 500 membres au total, composées d'ex-combattants et de communautés hôtes)</p> <p>Indicateur 2.1.2.b: Nombre de radios communautaires appuyées pour l'accompagnement des clubs Dimitra dans la réalisation des émissions radiophoniques</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : 6</p>	<p>Fiche de suivi, différents rapports d'activités</p> <p>Fréquence de collecte : Semestrielle (1er semestre)</p> <p>Fiche de suivi, différents rapports d'activités</p> <p>Fréquence de collecte : Semestrielle</p>	<p>S1 : 20</p> <p>S1 : S2 : 6</p>

	inclusifs, partages d'expériences...).			
	Activité 2.1.2: Appuyer les clubs Dimitra et les radios communautaires/locales dans la réalisation des émissions radiophoniques sensibles au genre et à la cohabitation pacifique	Indicateur 2.1.3 a : Nombre de messages clés de paix produits et diffusés à travers des spots pour un trimestre Niveau de référence :0 Cible : 3	Fiche de suivi, différents rapports d'activités Fréquence de collecte : Semestrielle, Annuelle	S1: S2 :3
	Activité 2.1.3: Assurer la diffusion des messages de paix à travers les slogans, émissions radiophoniques, caravane motorisée pour garantir l'acceptation des ex-combattants démobilisés dans les communautés hôtes.	Indicateur 2.1.3 b : Nombre d'émissions réalisées par territoire pour un trimestre par les clubs Dimitra à travers les radios appuyées Niveau de référence : 0- Cible : 10 Indicateur 2.1.3 c : Nombre de caravane de paix (motorisée) organisée Niveau de référence :0 Cible : 1	Fiche de suivi et différents rapports d'activités Fréquence de collecte : par trimestre Rapport d'activité Fréquence de collecte : Semestrielle	S1: S2 :10 S1: S2 :1
		Indicateur 2.2 Nombre de personnes, désagréé par sexe et âge, dans les communautés hôtes sensibilisées pour adresser les traumatismes et renforcer la cohabitation pacifique Niveau de référence :0 Cible : 5,000	Rapport de sensibilisation Fréquence de collecte : Semestrielle	S1 : 1,000 S2 : 2,000 S3 : 3,500 S4 : 5,000

	Produit 2.2 Les communautés hôtes ont accès à des programmes d'éducation civique et services pour adresser les traumatismes et renforcer la cohabitation pacifique	Indicateur 2.2.1 a- Nombre de personnes, désagréé par sexe et âge, qui utilisent les mécanismes de plaintes et de signalement Niveau de référence : 0 Cible : 500	Liste de personnes Fréquence de collecte : Semestrielle	S1 : 150 S2 : 250 S3 : 350 S4 : 500
	Activité 2.2.1: Mettre en place des activités d'engagement communautaire (groupes de parole, clubs dans les écoles, sensibilisation) pour la prévention des violences sexuelles et basées sur le genre	Indicateur 2.2.1 b -Nombre de personnes, désagréé par sexe et âge, sensibilisées sur les violences sexuelles et basées sur le genre Niveau de référence : 0 Cible : 10,000	Rapport d'activités Fréquence de collecte : Semestrielle	S1 : 3,000 S2 : 6,000 S3 : 8,000 S4 : 10,000
		Indicateur 2.2.2- Nombre de personnes, désagréé par sexe et âge, ayant accès aux activités psychosociale et de santé mentale au niveau communautaire à travers des activités récréatives et culturelles Niveau de référence : 0 -Cible : 2,500	Rapport d'activités Fréquence de collecte : Semestrielle	S1 : 1,000 S2 : 1,500 S3 : 2,000 S4 : 2,500
	Activité 2.2.2: Appuyer le mécanisme de prise en charge psychosociale et santé mentale (individuelle et collective) des enfants et des parents pour leur bien être			

Nombre de résultat/produit	Formulation du résultat/ produit/activité	Organisation récipiendaire 1 UNICEF	Organisation récipiendaire 2 FAO	Organisation récipiendaire 3 OIT	Total	Pourcentage du budget pour chaque produit ou activité réservé pour action directe sur égalité des sexes et autonomisation des femmes (GEWE) (cas échéant)	Niveau de dépense/engagement actuel (à remplir au moment des rapports de projet)	Justification du montant à GEWE (par exemple, la formation comprend une session sur l'égalité des sexes, des efforts spécifiques déployés pour assurer une représentation égale des femmes et des hommes, etc.)
RESULTAT 1:	La cohésion sociale entre les ex- combattants et les membres des communautés hôtes dans la province du Tanganyika est facilitée par un accès équitable aux opportunités socio-économiques.							
Produit 1.1:	Des opportunités socio-économiques contribuant à une meilleure réintégration des ex-combattants sont identifiées							
Activité 1.1.1:	Réaliser une étude sectorielle de marché afin de déterminer les causes les opportunités socio-économiques pour une meilleure réintégration des ex-combattants et le renforcement de la cohésion sociale		\$ 25 000,00	\$ 54 747,00	\$ 79 747,00	20%		Lors de cette étude, les besoins spécifiques de femmes et filles ex-combattantes ou communautés hôtes seront pris en compte en vue de déterminer les types d'opportunités adaptées à ces besoins en vue d'une bonne réintégration et cohésion sociale
Activité 1.1.2:	Réaliser une étude sur l'autonomisation économique des populations des sites de réintégration ciblés afin de déterminer les services financiers et non financiers disponibles			\$ 35 000,00	\$ 35 000,00	30%		Lors de cette étude, les besoins spécifiques de femmes et filles ex-combattantes ou communautés hôtes seront pris en compte en vue de déterminer les types d'opportunités adaptées à ces besoins en vue d'une bonne réintégration et cohésion sociale
	Produit total	\$ -	\$ 25 000,00	\$ 89 747,00	\$ 114 747,00	\$ 26 449,40	\$ -	
Produit 1.2:	Un service de gestion de cas individuels pour accompagner les enfants sortis des groupes armés ainsi que les jeunes filles et garçons de même que les femmes et les hommes vulnérables des communautés des zones retour est mis en place via SICO							

Activité 1.2.1	Assurer la prise en charge multi-sectorielle avec un accès aux services de santé mentale et psychosocial, médical, accès à l'éducation primaire pour les enfants identifiés par le programme y compris les enfants vulnérables de la communauté	\$ 205 000,00			\$ 205 000,00	50%		Les filles ex-combattantes et les filles membres communautés hôtes vont bénéficier de la prise en charge de santé mentale et psychosociale
Activité 1.2.2	Renforcer l'accès des femmes, filles et enfants survivants de VBG, y compris ceux ou celles qui ont été associées aux groupes armés, aux services de prise en charge et mécanismes communautaires de référencement.	\$ 55 000,00			\$ 55 000,00	50%		Les filles et les femmes des deux communautés ciblées (ex combattant et communautés) vont bénéficier de service de prise en charge à travers des activités sensibilisation sur VBG
	Produit total	\$ 260 000,00	\$ -	\$ -	\$ 260 000,00	\$ 130 000,00	\$ -	
Produit 1.3:	Les initiatives socio-économiques communautaires et individuelles sont identifiées et soutenues pour une meilleure réintégration des ex-combattants							
Activité 1.3.1	Assurer l'évaluation individuelle des capacités, compétences et besoins en formation pour l'orientation professionnelle des ex-combattants et les groupes vulnérables de la communauté vers les métiers utiles et pertinents			\$ 40 000	\$ 40 000,00	20%		Les besoins spécifiques de formation des femmes et filles ex-combattantes et communautés hôtes seront prises en compte pour une bonne orientation professionnelle
Activité 1.3.2	Adapter les outils de formation en entrepreneuriat de l'OIT (GERME, COOP) en intégrant un module de paix et de cohésion sociale			\$ 26 001	\$ 26 001,00	20%		Les outils de formation prendront en compte les besoins spécifiques des femmes et filles ex-combattantes et communautés hôtes
Activité 1.3.3	Adapter le guide de l'OIT « Promouvoir la cohésion sociale et la coexistence pacifique dans les contextes fragiles à travers la TVET » au contexte de la RDC et Former 25 praticiens de la formation professionnelle issus de l'INPP et des autres centres de formation professionnelle de la place à l'utilisation du guide adapté			\$ 100 000	\$ 100 000,00	40%		10 femmes/filles sur les 25 praticiens ciblés seront formées sur le guide développé
Activité 1.3.4	Sélectionner les jeunes, comprenant les ex-combattants et autres, sur la base des critères établis et établir le programme d'appui basé sur les besoins identifiés			\$ 40 000	\$ 40 000,00	45%		250 femmes sur les 550 personnes ciblées (225 ex-combattants, 325 membres des communautés hôtes, 300 hommes, 250 femmes) seront sélectionnées pour ce programme

Activité 1.3.5	Organiser des sessions de formation pour renforcer les capacités managériales de 500 jeunes femmes et hommes sélectionnés, y compris les compétences en matière de cohésion sociale et de coexistence pacifique			\$ 70 000	\$ 70 000,00	30%		200 femmes sur 500 personnes ciblées (200 ex-combattants et 300 membres des communautés hôtes) seront prises en compte
Activité 1.3.6	Renforcer les capacités techniques des jeunes femmes et hommes sélectionnés pour garantir la durabilité de leurs activités économiques (contractualisation avec les centres de formation professionnelle capacités à l'activité 1.3.3)	\$ 20 000,00	\$ 150 748	\$ 145 000	\$ 315 748,00	30%		200 femmes sur 500 personnes ciblées (200 ex-combattants et 300 membres des communautés hôtes) seront renforcées en capacités
Activité 1.3.7	Faciliter le suivi post formation et appuyer la création des micro-entreprises individuelles et des unités de production mixtes par des groupes/associations/coopératives/communautés, leur et formalisation des groupes/associations des femmes et jeunes ainsi que leur accès aux marchés et services des organisations d'employeurs, ainsi que leur développement		\$ 200 000	\$ 50 000	\$ 250 000,00	20%		Les microentreprises des femmes et filles ex-combattantes et des communautés hôtes seront appuyées de manière particulière en tenant compte de leurs besoins spécifiques identifiées lors de l'étude des opportunités socio-économiques
Activité 1.3.8	Mettre en place des associations d'épargne et de crédit.		\$ 40 000		\$ 40 000,00	30%		Le projet s'assurera que les femmes et filles ex-combattantes ou de communautés hôtes ont accès au crédit sans discrimination aucune
	Produit total	\$ 20 000,00	\$ 390 748,00	\$ 471 001,00	\$ 881 749,00	\$ 248 924,60	\$ -	
RESULTAT 2 :	La prévention des conflits et la promotion de la cohabitation pacifique entre les ex-combattants et les communautés hôtes sont assurées à travers des actions visant au dialogue social et à la participation communautaire.							
Produit 2.1	La promotion de la culture de la paix et de la cohabitation pacifique par les canaux de communication communautaires/ locales est assurée.							
Activité 2.1.1	Organiser les activités de dialogues communautaires entre les ex-combattants et les communautés hôtes dans les différents clubs Dimitra pour renforcer le vivre ensemble (échanges culturelles, théâtre participatif, dialogues inclusifs, partages d'expériences...).		\$ 40 000,00		\$ 40 000,00	30%		Le projet s'assurera de la participation active des femmes dans les dialogues communautaires, ainsi que dans d'autres activités de vivre ensemble

Activité 2.1.2	Appuyer les clubs Dimitra et les radios communautaires/locales dans la réalisation des émissions radiophoniques sensibles au genre et à la cohabitation pacifique		\$ 55 000,00		\$ 55 000,00	30%		Les émissions radiophoniques qui seront développées seront sensibles au genre et feront participer plus les femmes et filles ex-combattantes ou des communautés hôtes
Activité 2.1.3	Assurer la diffusion des messages de paix à travers les slogans, émissions radiophoniques, caravane motorisée pour garantir l'acceptation des ex-combattants démobilisés dans les communautés hôtes	\$ 20 000,00	\$ 25 000,00		\$ 45 000,00	30%		Cette activité va inclure les enfants reporters, notamment les filles et les enfants ex-combattants et communautés, ainsi que les associations féminines pour diffuser les messages de paix.
	Produit total	\$ 20 000,00	\$ 120 000,00	\$ -	\$ 140 000,00	\$ 42 000,00	\$ -	
Produit 2.2	Les communautés hôtes ont accès à des programmes d'éducation civique et autres services pour adresser les traumatismes et renforcer la cohabitation pacifique							
Activité 2.2.1	Mettre en place des activités d'engagement communautaire (groupes de parole, clubs dans les écoles, sensibilisation) pour la prévention des violences sexuelles et basées sur le genre	\$ 50 500			\$ 50 500,00	30%		Avec un focus sur les filles, les points focaux PSEA et genres communautaires vont sensibiliser des écoles sur la dénonciation des violences au milieu scolaire et référer les cas de VBG identifiés aux structures de prise en charge
Activité 2.2.2	Mettre en place des activités de dé-traumatisation et appui psychosociale au niveau communautaire à travers des activités récréatives et culturelles.	\$ 85 163			\$ 85 163,00	30%		Mise en place des espaces amis des enfants qui vont inclure toutes les enfants communautaires (ex combattants et communautés hôtes); les agences sociales seront formé pour animer les espaces et un psychologue pour la prise en charge de traumatisme (notamment les filles/les femmes)
	Produit total	\$ 135 663,00	\$ -	\$ -	\$ 135 663,00	\$ 40 699	\$ -	
Cout de personnel du projet si pas inclus dans les activités ci-dessus	Programme staff	\$ 105 000,00	\$ 12 000,00		\$ 117 000,00			
Couts opérationnels si pas inclus dans les	Cout administratif, frais de transfert bancaire aux partenaires d'exécution, communication et visibilité	\$ 75 000			\$ 75 000,00			

activités ci-dessus								
Budget de suivi	Coordination, suivi, supervision conjointe, activités d'assurance qualité	\$ 67 000	\$ 13 000,00		\$ 80 000,00			
Budget pour l'évaluation finale indépendante		\$ 65 000,00			\$ 65 000,00			
	Coûts supplémentaires total	\$ 312 000,00	\$ 25 000,00	\$ -	\$ 337 000,00	\$ -	\$ -	
	Totaux							
		Organisation récipiendaire 1 UNICEF	Organisation récipiendaire 2 FAO	Organisation récipiendaire 3 OIT	Total			
	Sous-budget total du projet	\$ 747 663,00	\$ 560 748,00	\$ 560 748,00	\$ 1 869 159,00			
	Coûts indirects (7%)	\$ 52 336,41	\$ 39 252,36	\$ 39 252,36	\$ 130 841,1			
	Total	\$ 799 999,41	\$ 600 000,36	\$ 600 000,36	\$ 2 000 000			
	Répartition des tranches basée sur la performance							
		Organisation récipiendaire 1 UNICEF	Organisation récipiendaire 2 FAO	Organisation récipiendaire 3 OIT	Total	Tranche %		
	Première tranche	\$ 560 000	\$ 420 000	\$ 420 000	\$ 1 400 000	70%		
	Deuxième tranche	\$ 240 000	\$ 180 000	\$ 180 000	\$ 600 000	30%		
	Troisième tranche (le cas échéant)	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -			
	Total	\$ 799 999,41	\$ 600 000	\$ 600 000	\$ 2 000 000	100%		

\$ alloué à GEWE (inclut coûts indirects)	\$ 522 238,00		Total des dépenses	\$ -
% alloué à GEWE	26,11%		Taux d'exécution	
\$ alloué à S&E (inclut coûts indirects)	\$ 155 150,00			
% alloué à S&E	7,76%			
Note : Le PBF n'accepte pas les projets avec moins de 5% pour le S&E et moins 15% pour le GEWE. Ces chiffres apparaîtront en rouge si ce seuil minimum n'est pas atteint.				

For MPTFO Use				
Totals				
	Organisation recipiendaire 1 UNICEF	Organisation recipiendaire 2 FAO	Organisation recipiendaire 3 OIT	Totals
1. Staff and other personnel	\$ 105 000,00	\$ 94 000,00	\$ 184 638,00	\$ 383 638
2. Supplies, Commodities, Materials	\$ -	\$ 57 000,00	\$ 5 152,95	\$ 62 153
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	\$ -	\$ 15 000,00	\$ 10 600,00	\$ 25 600
4. Contractual services	\$ 65 000,00	\$ 70 000,00	\$ 130 825,00	\$ 265 825
5. Travel	\$ 54 000,00	\$ 40 248,00	\$ 30 000,00	\$ 124 248
6. Transfers and Grants to Counterparts	\$ 448 663,00	\$ 200 500,00	\$ -	\$ 649 163
7. General Operating and other Costs	\$ 75 000,00	\$ 84 000,00	\$ 199 532,05	\$ 358 532
Sub-Total	\$ 747 663,00	\$ 560 748,00	\$ 560 748,00	\$ 1 869 159

7% Indirect Costs	\$ 52 336,41	\$ 39 252,36	\$ 39 252,36	\$ 130 841	
Total	\$ 799 999,41	\$ 600 000,36	\$ 600 000,36	\$ 2 000 000	
Performance-Based Tranche Breakdown					
	Organisation récipiendaire 1 UNICEF	Organisation récipiendaire 2 FAO	Organisation récipiendaire 3 OIT	TOTAL	Tranche %
First Tranche :	\$ 559 999,59	\$ 420 000,25	\$ 420 000,25	\$ 1 400 000,09	70%
Second Tranche :	\$ 239 999,82	\$ 180 000,11	\$ 180 000,11	\$ 600 000,04	30%
Third Tranche :	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	0%
TOTAL	\$ 799 999,41	\$ 600 000,36	\$ 600 000,36	\$ 2 000 000,13	